



"Pour sauver la terre, même "éteindre notre civilisation industrielle" ne serait pas suffisant."

- ▶ **La fin du monde tel que nous le connaissons** (Yves Cochet) p.1
- ▶ **Yves Cochet décrit notre avenir** p.4
- ▶ **A 100 dollars le baril, on change de civilisation** (Yves Cochet) p.7
- ▶ **Le paradoxe de Jevons : ou pourquoi il n'existe pas de « croissance verte »** p.9
- ▶ **Alerte en Inde : près de la moitié de la population manque d'eau** p.12
- ▶ **Énergie renouvelable : les dommages collatéraux** (Michel Guay) p.14
- ▶ **Destination finale : après la Chine, où finiront nos déchets ?** p.17
- ▶ **Accord de libre échange UE-Japon : désastre écologique en vue** p.21
- ▶ **[Mystification:] Recyclables, biosourcés, biodégradables: état des lieux des plastiques alternatifs** p.24
- ▶ **Article 1er ne veut pas dire article 34 en écologie** (Michel Sourrouille) p.26
- ▶ **Biodiversité en ville : verdier n'est pas tout** p.27
- ▶ **Inquiétude pour les oiseaux, les chauves-souris et les saumons** p.32
- ▶ **BASTON A HAITI...** (Patrick Reymond) p.33

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **« Le coût d'une démondialisation serait immense »** (Charles Sannat) p.36
- ▶ **La guerre commerciale de Trump ou l'aveu de faiblesse de l'Amérique** (Joseph Stiglitz) p.37
- ▶ **La crise du « milieu »** p.39
- ▶ **Non, finalement, Bercy ne dégonflera pas** (Simone Wapler) p.41
- ▶ **L'économie mondiale entraînée dans la guerre commerciale initiée par Donald Trump** p.43
- ▶ **Comment la Chine a dupé Américains et Européens à l'OMC** (Richard Hiault) p.45
- ▶ **Wall Street: comment achever la bête immonde?** (Michel Santi) p.48
- ▶ **« La guerre sociale est perdue. 85 ans et toujours au boulot ! »** (Charles Sannat) p.49

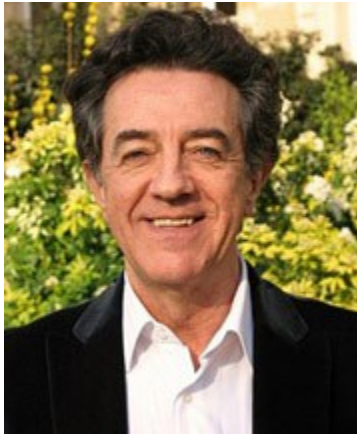


La fin du monde tel que nous le connaissons

Chronique | Energie | 05 novembre 2008 | Actu-Environnement.com

Le compte à rebours a commencé : drogués au pétrole, nous ne pouvons pas nous en passer de sorte que c'est bien le monde que nous connaissons qui tire à sa fin. C'est dans une période d'inflation, de récession, de tensions internationales, de guerres que nous entrons bel et bien.

Nous sommes drogués au pétrole, nous ne pouvons pas nous en passer, nous sommes prêts à tout pour continuer notre addiction. Nous, c'est-à-dire le tiers le plus riche des habitants de la planète. Cette situation, à elle seule, aura bientôt des conséquences dévastatrices dans tous les domaines, sur tous les continents. La hausse actuelle du [cours des hydrocarbures](#) n'est pas un simple choc pétrolier - comme ceux que nous avons affrontés en 1973 et 1979 - c'est la fin du monde tel que nous le connaissons.



Yves Cochet

Mathématicien, ancien Ministre de l'Environnement, Député de la 11e circonscription de Paris.

Cet événement, dont nous apercevons les prémises, provient de la coïncidence, sur quelques années, de trois facteurs inédits : 1) le déclin définitif de la production de pétrole (géologie) ; 2) l'excès structurel de la demande mondiale sur l'offre de pétrole (économie) ; 3) l'intensification des guerres et du terrorisme pour l'accès aux ressources non renouvelables (géopolitique). Ces trois facteurs, se renforçant mutuellement, provoquent d'abord une hausse des prix des produits pétroliers, puis du gaz et de l'énergie, enfin de toutes les denrées et services qui en dépendent. Bref, nous entrons dans une période d'inflation, de récession, de tensions internationales, de guerres.

1) En 1956, King Hubbert était géologue à la société Shell. Il publia un article peu remarqué affirmant que la production pétrolière des 48 premiers états américains - la plus importante du monde à cette époque - allait croître jusqu'en 1970, puis décliner inexorablement ensuite. Il fallut attendre un peu plus de quatorze années pour lui donner raison : la production américaine ne cesse de décroître depuis 1970. En extrapolant les méthodes de Hubbert à l'ensemble de la planète, on peut estimer que nous avons atteint aujourd'hui - en 2008 - le maximum de la production mondiale de pétrole. Ceci est un événement exceptionnel dans l'histoire humaine. Pour la première fois, les volumes de la matière première la plus indispensable à l'ensemble de l'économie mondiale auront cru pendant cent cinquante ans pour diminuer ensuite, sans coup férir, année après année. L'image mentale de la « croissance » - du PIB, de la population, du nombre d'automobiles... - se heurte à la décroissance géologique, inéluctable, irréversible de son plus précieux fluide. La singularité de cet événement est telle qu'aucun modèle du monde économique, aucune information massive de sensibilisation, aucune politique d'évitement ou d'adaptation n'auront précédé son advenue. Cette ignorance est catastrophique.

2) Le second facteur créateur du choc est le croisement actuel de deux courbes. La courbe de la demande mondiale de pétrole et celle de l'offre mondiale, qui a toujours été supérieure à la première, jusqu'à présent. Aujourd'hui, la demande dépasse l'offre. Cette nouvelle situation d'excès structurel de la demande mondiale sur l'offre provoque une tension sur les marchés des cours du pétrole et, finalement, une hausse forte et définitive de ces cours. L'inflation des prix des produits pétroliers se propage aux autres domaines, notamment l'agriculture et la pêche, les transports et le tourisme.

Les esprits cornucopiens - croyants en une corne d'abondance éternelle - estiment tranquillement que le croisement des courbes de l'offre et de la demande ne durera pas, la technologie, le marché et l'ingéniosité humaine parvenant à prolonger les modes de production et de consommation industriels, et même à les étendre au monde entier. La consommation d'énergie ne peut que croître. L'avenir est radieux, la mondialisation heureuse. Les économistes prétendent que le prix de l'énergie doit tendre vers le coût marginal. J'estime, au contraire, que le prix d'une énergie doit tendre vers le coût de sa substitution éventuelle, qui est bien plus élevé que le prix actuel. Autrement dit, à 130 dollars le baril et à 1,50 euros le litre à la pompe, le pétrole n'est pas cher. Nous nous en apercevrons bientôt lorsque le baril sera à 300 dollars et le litre à 3 euros.

3) Hausse des cours du pétrole. Inflation. Augmentation des taux d'intérêt. Dette. Création de monnaie. Dévaluation. Baisse du pouvoir d'achat, baisse des achats. Récession. Tensions internationales... Le pétrole en hausse, c'est la guerre.

Les pays gros consommateurs de pétrole n'en possèdent pas, ou n'en possèdent plus, ou moins que jadis. La France et l'Allemagne n'en ont pas. Les Etats-Unis importent aujourd'hui plus de la moitié de leur consommation. La Grande-Bretagne est devenue importatrice en 2004, du fait de la déplétion des champs de la mer du Nord. Favorisées par la nature (?), les grandes régions exportatrices sont le Moyen-Orient, l'Oural-Volga et la Sibérie occidentale en Russie, le golfe de Guinée, le Venezuela et le Mexique.

Les pays du Moyen-Orient, qui détiennent les deux tiers des réserves de pétrole et assurent 31% de la production, ne contribuent qu'à 6% de la consommation mondiale. Une situation semblable, bien que moins contrastée, prévaut en Afrique (production : 11% ; consommation : 3%) et en Amérique latine (production : 10% ; consommation : 6%). À l'opposé, les régions grandes consommatrices sont importatrices : l'Amérique du Nord (production : 18% ; consommation : 30%), l'Europe (production : 9% ; consommation : 22%) et l'Asie-Océanie (production : 10% ; consommation : 28%).

Ce qui fut appelé « développement » au cours de la seconde moitié du vingtième siècle se résume à une qualité : l'accès à l'abondance pétrolière bon marché pour produire du travail mécanique. C'est pourquoi les Etats-Unis furent et demeurent le premier des « pays développés ». Pendant la majeure partie de ce dernier siècle, ils possédèrent, avant et plus que tout autre, cet accès au pétrole sur leur territoire et par l'intermédiaire de leurs compagnies transnationales. Mais les temps changent. Découvertes en chute, offre stagnante, demande croissante, guerres pour l'accès. Telle est la formule de la déplétion pétrolière qui s'annonce. Le choix des pays industrialisés est binaire : ou bien ils décident leur sevrage immédiat et rigoureux, ou bien ils continuent leur addiction par la force. La première alternative est la seule manière de sauvegarder la solidarité, la démocratie et la paix, mais nous avons choisi la seconde : la guerre (Irak, Afghanistan, Darfour...).

Cette situation n'est pas « la fin du pétrole » ou « la fin des [énergies fossiles](#) », c'est la fin de l'énergie bon marché et, conséquemment, la fin du monde tel que nous le connaissons, c'est-à-

dire, avant quinze ans, la fin de la croissance économique, la fin du capitalisme, la fin de l'Union européenne, la fin de l'aviation commerciale de masse, la fin de la grande distribution... Les transitions énergétiques des siècles passés - du bois au charbon, du charbon au pétrole - étaient graduelles et adaptatives, le pic de Hubbert sera brusque et révolutionnaire. La fin du pétrole bon marché est la plus grande épreuve qu'ait jamais affrontée l'humanité (c'est LE problème). Afin d'en repousser un peu la date et d'en réduire un peu les effets désastreux, la seule conduite possible est l'apprentissage de la sobriété (c'est LA solution). C'est-à-dire, politiquement, une perspective d'autosuffisance décentralisée, par la décroissance de la consommation et des échanges de matières et d'énergie, une mobilisation générale de la société autour d'une sorte d'économie de rationnement solidaire et démocratique.

Dans l'immensément complexe [cycle du carbone](#), l'aval du cycle, désormais connu sous l'appellation de « changement climatique », est aujourd'hui l'objet d'une certaine attention, voire de quelques faibles décisions (Protocole de Kyoto, Grenelle de l'environnement) destinées à réduire ou à s'adapter aux épisodes climatiques extrêmes qui se profilent. Mais le changement climatique, bien que rapide au regard des temps géologiques, est dix fois plus lent que l'amont du cycle du carbone, c'est-à-dire le pic de Hubbert, le « Peak Oil ». Si celui-là se mesure en décennies, celui-ci se mesure en années. Nous ne sommes plus dans la prévision, nous sommes dans le compte à rebours.

Yves Cochet décrit notre avenir

26 août 2017 Par pol

[NYOUZ2DÉS: voici un texte majeur concernant notre avenir. Yves Cochet est une des rares personnes qui a compris.]

Pour Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement, président de l'institut Momentum, il est trop tard, l'effondrement est imminent: la faillite, la guerre, la mort, l'apocalypse presque, tout se produira dans 3, 5 ou 13 ans pour lui c'est une certitude... Je livre ici l'intégralité de son texte paru dans Libération, qui n'a pas l'air de remuer qui que ce soit dans le Landerneau.

Chaque jour, j'apprends de nouvelles raisons de s'alarmer de l'accélération de la catastrophe, de l'avancée du dérèglement climatique et de la sixième extinction. Chaque jour, j'apprends un peu plus. La pénurie du sable sur le marché mondiale de la construction, je ne savais pas et il me faudrait tout un billet pour en parler ici. L'empoisonnement de l'ensemble des océans par les micro particules de plastiques, je n'avais pas compris, etc... Ce jour c'est le cyclone Harvey qui frappe le Texas! Mercredi 23 août ce sont quatre millions de mètre cubes de boue et de rochers qui se sont déversés en Suisse, (14 disparus), les pluies diluviennes en Sierra-Leone qui ont fait au moins 312 morts à la mi août... Il y a quinze ans environ je déjeunais avec Hervé Le Treut qui dirige l'organisme Français qui travaille sur la modélisation du climat. Nous étions assez calme, il prédisait que la prise de conscience pourrait venir d'une catastrophe climatique majeure... Je lui ai demandé c'est quoi une catastrophe majeure? 1 million de morts m'a t il dit avec sérieux. Nous n'en sommes pas encore là, mais à voir comment la planète boue de toute part, et le contentement de grenouille de certains qui se baignent dans la chaleur de l'eau, j'ai bien peur qu'Yves Cochet ne soit jamais entendu... Je sais qu'il a raison, il ne se trompe que de

quelques semaines... Cela arrivera probablement avant? Vous ne croyez pas?
Voici son texte, que je livre ici au complet, paru dans le journal Libération.

"De la fin d'un monde à la renaissance en 2050"

Il y a trente-trois ans naissaient Les Verts, première organisation unifiée de l'écologie politique en France. Jusqu'à aujourd'hui, les représentants de ce parti, puis ceux de son successeur EE-LV, ont rempli presque tous les types de mandats aux fonctions électives des institutions républicaines. Pour rien, à peu de choses près. Sous l'angle écologique de l'état géo-bio-physique de la France - de l'Europe et du monde - avouons que l'état de santé de ces territoires ne cesse de se dégrader par rapport à celui de 1984, comme le montrent à l'envie les rapports successifs du Giec, du PNUE, du Programme géosphère-biosphère et autres publications internationales alarmistes les plus récentes. Sous l'angle social et démocratique, le constat est du même ordre : creusement des inégalités, accroissement de la xénophobie, raidissement des régimes politiques. Initialement munis d'une immense générosité intellectuelle et porteurs de la seule alternative nouvelle à la vieille gauche et à la vieille droite, les écologistes politiques ont aujourd'hui presque tout perdu, même leurs sièges. Ils apparaissent périmés, faute d'être présents au réel. Celui-ci a beaucoup changé depuis trente-trois ans, particulièrement par le passage du point de bascule vers un effondrement global, systémique, inévitable. Jadis, inspirés par le rapport Meadows ou les écrits de Bernard Charbonneau, René Dumont et André Gorz, nous connaissions déjà les principales causes de la dégradation de la vie sur Terre et aurions pu, dès cette époque et à l'échelle internationale, réorienter les politiques publiques vers la soutenabilité. Aujourd'hui, il est trop tard, l'effondrement est imminent.

Bien que la prudence politique invite à rester dans le flou, et que la mode intellectuelle soit celle de l'incertitude quant à l'avenir, j'estime au contraire que les trente-trois prochaines années sur Terre sont déjà écrites, grosso modo, et que l'honnêteté est de risquer un calendrier approximatif. La période 2020-2050 sera la plus bouleversante qu'aura jamais vécue l'humanité en si peu de temps. A quelques années près, elle se composera de trois étapes successives : la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030), l'intervalle de survie (2030-2040), le début d'une renaissance (2040-2050).

L'effondrement de la première étape est possible dès 2020, probable en 2025, certain vers 2030. Une telle affirmation s'appuie sur de nombreuses publications scientifiques que l'on peut réunir sous la bannière de l'Anthropocène, compris au sens d'une rupture au sein du système-Terre, caractérisée par le dépassement irrépressible et irréversible de certains seuils géo-bio-physiques globaux. Ces ruptures sont désormais imparables, le système-Terre se comportant comme un automate qu'aucune force humaine ne peut contrôler. La croyance générale dans le libéral-productivisme renforce ce pronostic. La prégnance anthropique de cette croyance est si invasive qu'aucun assemblage alternatif de croyances ne parviendra à la remplacer, sauf après l'événement exceptionnel que sera l'effondrement mondial dû au *triple crunch* énergétique, climatique, alimentaire. La décroissance est notre destin.

La seconde étape, dans les prochaines années 30, sera la plus pénible au vu de l'abaissement brusque de la population mondiale (épidémies, famines, guerres), de la déplétion des ressources énergétiques et alimentaires, de la perte des infrastructures (y aura-t-il de l'électricité en Ile-de-France en 2035 ?) et de la faillite des gouvernements. Ce sera une période de survie précaire et malheureuse de l'humanité, au cours de laquelle le principal des ressources nécessaires

proviendra de certains restes de la civilisation thermo-industrielle, un peu de la même façon que, après 1348 en Europe et pendant des décennies, les survivants de la peste noire purent bénéficier, si l'on peut dire, des ressources non consommées par la moitié de la population qui mourut en cinq ans. Nous omettrons les descriptions atroces des rapports humains violents consécutifs à la cessation de tout service public et de toute autorité politique, partout dans le monde. Certains groupes de personnes auront eu la possibilité de s'établir près d'une source d'eau et de stocker quelques conserves alimentaires et médicamenteuses pour le moyen terme, en attendant de réapprendre les savoir-faire élémentaires de reconstruction d'une civilisation authentiquement humaine. Sans doute peut-on espérer que s'ensuive, autour des années 50 de ce siècle, une troisième étape de renaissance au cours de laquelle les groupes humains les plus résilients, désormais privés des reliques matérielles du passé, retrouvent tout à la fois les techniques initiales propres à la sustentation de la vie et de nouvelles formes de gouvernance interne et de politique extérieure susceptibles de garantir une assez longue stabilité structurelle, indispensable à tout processus de civilisation.

Ce type de sentences aussi brèves qu'un slogan peuvent entraîner une sensation de malaise chez le lecteur qui viendrait à se demander si la présente tribune n'est pas l'œuvre d'un psychopathe extrémiste qui se vautre dans la noirceur et le désespoir. Au contraire, débarrassés d'enjeux de pouvoir et de recherche d'effets, nous ne cessons d'agir pour tenter d'éviter la catastrophe et nous nous estimons trop rationnels pour être fascinés par la perspective de l'effondrement. Nous ne sommes pas pessimistes ou dépressifs, nous examinons les choses le plus froidement possible, nous croyons toujours à la politique. Les extrémistes qui s'ignorent se trouvent plutôt du côté de la pensée dominante - de la religion dominante - basée sur la croyance que l'innovation technologique et un retour de la croissance résoudront les problèmes actuels. Si notre prospective est la plus rationnelle et la plus probable, reste à en convaincre les militants d'EE-LV, les Français et tous nos frères et sœurs en humanité. La dissonance cognitive de nos sociétés empêche que ceci soit possible en temps voulu. Cependant, les orientations politiques déduites de cette analyse deviennent relativement faciles à décrire : minimiser les souffrances et le nombre de morts pendant les décennies à venir en proposant dès aujourd'hui un projet de décroissance rapide de l'empreinte écologique des pays riches, genre biorégionalisme basse-tech, pour la moitié survivante de l'humanité dans les années 40. Autrement dit, profiter de la disponibilité terminale des énergies puissantes et des métaux d'aujourd'hui pour forger les quelques outils, ustensiles et engins simples de demain (les années 30), avant que ces énergies et ces métaux ne soient plus accessibles. Sans surprise, hélas, notre perspective générale ne semble pas encore partagée par la majorité des écologistes qui tiennent leurs Journées d'été européennes à Dunkerque. Ainsi, la plénière finale du samedi 26 août est-elle en partie consacrée au «développement industriel» en Europe. Un élan vers le pire."

A 100 dollars le baril, on change de civilisation

par Yves Cochet, LE MONDE | 27.11.2007

Il n'y a qu'une seule réponse à la décroissance géologique de la production mondiale de pétrole : la réduction de la consommation.

A ce prix, le pétrole brut n'est pas cher, de même que le litre de super à 1,50 euro. Le

cours du baril sur le marché new-yorkais retrouve aujourd'hui la cote qu'il avait atteinte en 1980, tandis que l'achat d'un litre d'essence nécessite deux fois moins d'heures de smic qu'il y a vingt-sept ans. Ces niveaux nous paraissent élevés car nous nous sommes habitués à des prix extrêmement bas entretenus par les multinationales du pétrole, puis par l'OPEP. Cette époque est révolue. Désormais, les prix du pétrole - et ceux de toutes les énergies - seront toujours à la hausse pour trois raisons principales d'origine géologique, économique et géopolitique :

1. - Le maximum mondial de production de liquide hydrocarboné est atteint. Depuis le début de l'extraction industrielle du pétrole, la moitié des réserves originelles a été consommée. Le pétrole restant à [extraire](#) réclamant beaucoup plus d'investissement pour une qualité moindre, les prix augmenteront tandis que la production diminuera. Nous entrons aujourd'hui dans l'ère de la décroissance géologique de la production mondiale de pétrole ;
2. - La demande est structurellement supérieure à l'offre. Tout le monde veut du pétrole, source d'énergie essentielle au mode de développement industriel. Nous ne pouvons pas [vivre](#) sans, nous sommes drogués au pétrole. Cela rendra le choc pétrolier actuel plus durable que les chocs d'origine politique des années 1970 ;
3. - Le pétrole c'est la guerre. Là où il y a du pétrole, une élite dirigeante vit de sa rente - souvent aux dépens de la population - et ces pays sont visés par le comportement prédateur des grands consommateurs comme les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine. La guerre d'Irak est un exemple de cette pétrovoracité industrielle, comme l'a récemment avoué Alan Greenspan.

Les autres raisons sont marginales. Un cyclone tropical dans le golfe du Mexique, une grève au Nigeria, une spéculation sur le marché des matières premières... tout cela arrive parfois et pousse à la hausse. Mais ces épisodes passés, le cours du baril ne redescend pas. Les optimistes ne peuvent pas [expliquer](#) pourquoi le baril cotait 20 dollars en 2002 et 100 aujourd'hui.

Le modèle du monde qui habite le cerveau de l'Occidental moyen est que le marché, la technologie et l'inventivité humaine parviendront à [résoudre](#) les problèmes qu'affronte l'humanité, notamment la fin des énergies fossiles à bon marché et le changement climatique. Quel aveuglement ! Si nous voulons [conserver](#) les valeurs cardinales de notre civilisation que sont la paix, la solidarité et la démocratie, nous n'avons pas d'autre choix que celui de la décroissance rapide de l'empreinte écologique des sociétés industrielles, en particulier la décroissance de notre consommation d'énergies fossiles. Contre l'évidence des limites géophysiques, les rêves des théologiens de la croissance continuent, même après le Grenelle de l'environnement.

Un premier rêve séduit les esprits productivistes : [investir](#) plus dans l'exploration permettra de [découvrir](#) et d'extraire plus de pétrole. Hélas !, après plus d'un siècle d'exploration géologique, les ressources sont à peu près toutes connues. Depuis plus de quarante ans, le volume des découvertes annuelles diminue. Aucun investissement, aucune technologie ne créera du pétrole qui n'existe pas.

Un second rêve imagine que les progrès technologiques peuvent [augmenter](#) le taux de récupération des champs de pétrole (c'est-à-dire le pourcentage des réserves originelles par rapport au volume total en place). Ce taux est aujourd'hui de 35 %, en moyenne. *"Un gain de 1*

% de taux de récupération équivaut à deux ans et demi de consommation mondiale ! Notre ambition est de le porter en moyenne à 50 %", affirme Andrew Gould, le PDG de Schlumberger. Mais le taux de récupération dépend essentiellement de la géologie du réservoir. Il peut varier de 3 % pour un réservoir compact fracturé à 85 % pour un réservoir poreux et perméable. Aucune technologie ne peut transformer un réservoir compact en un réservoir poreux.

D'autres rêves persistent dans l'imaginaire des croyants en la prodigalité éternelle de la nature : la technologie contribuerait à la croissance des réserves ; elle montrerait que nous avons encore 40 ans de réserves pour le pétrole, 60 ans pour le gaz, et 250 pour le charbon ; elle diminuerait les coûts d'extraction du brut. La réalité est tout autre quand on prend le temps d'examiner longuement les statistiques comme le font les experts de l'ASPO (Association for the Study of Peak Oil). Ce qui compte, en effet, n'est pas le nombre d'années de réserves, mais le moment où l'extraction atteindra un pic, puis déclinera inéluctablement. Pour le pétrole, nous y sommes.

Un dernier rêve s'exprime comme une évidence de bon sens matinée de credo scientifique : la technoscience trouvera des énergies de substitution lorsque la production de pétrole déclinera. Or existe-t-il une énergie aussi concentrée, aussi bon marché, aussi transportable, aussi répandue, aussi facile et universelle d'usage que le pétrole ? Aucune. Les avions ne décollent pas avec de l'uranium ou de l'éolien. Ni avec des agrocarburants (éthanol, diester), dont l'engouement actuel est dû au lobby betteravier et céréalier, au mépris de tout bilan écologique et énergétique.

Le pétrole est un ensemble de molécules merveilleuses qui ont permis la fabrication et la diffusion de milliers d'objets et de services dans notre vie quotidienne (véhicules, aliments, médicaments, plastiques, textiles...) et c'est aussi une matière puante et polluante dont il faut nous sevrer rapidement sous peine de chaos écologique, économique et social.

La seule politique susceptible d'éviter cette catastrophe est celle de la sobriété, c'est-à-dire la décroissance franche et régulière de la consommation de pétrole dans les pays de l'OCDE. Cette politique n'est pas une adaptation légère due à un souci technique passager, c'est un changement de civilisation dû à la fin du monde tel que nous le connaissons.

Yves Cochet est député Vert de Paris, ancien ministre.

Le paradoxe de Jevons : ou pourquoi il n'existe pas de « croissance verte »

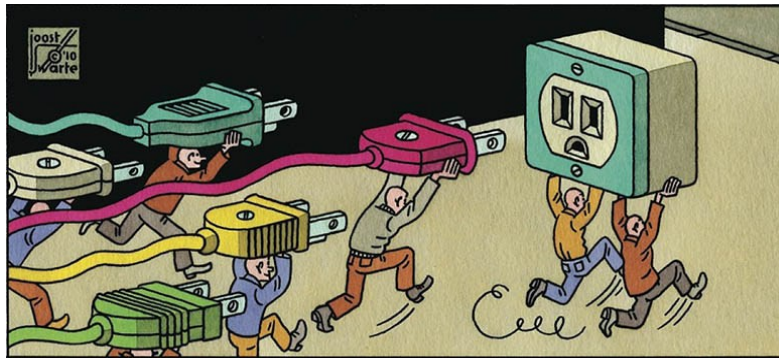
Mr Mondialisation 25 mai 2016

Il est primordial de s'inspirer de l'Histoire pour profiter des enseignements acquis par les générations passées, d'autant plus de leurs erreurs. À ce titre, la compréhension du paradoxe de Jevons peut sembler importante pour encadrer l'avènement des énergies renouvelables et aborder le mieux possible la transition énergétique. Du paradoxe de Jevons aux énergies de demain.

Le paradoxe de Jevons a initialement été formulé par l'économiste britannique du nom de *William Stanley Jevons* dans son livre *Sur la question du charbon* en 1865. L'homme va faire une observation capitale qui peut nous être utile aujourd'hui. Ce paradoxe est le suivant : À

mesure que les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, on observe que la consommation globale de cette ressource augmente. En termes simples, plus une énergie est maîtrisée (donc démocratisée), plus sa consommation augmente.

Le chercheur a donc démontré que l'introduction de technologies plus efficaces, permettant théoriquement de faire des économies d'énergie, augmentait paradoxalement la consommation totale d'énergie consommée. À l'époque, la machine à vapeur de James Watt, véritable rupture technologique, n'avait pas fait baisser la consommation globale de charbon. Pourtant, avec la même quantité de charbon, on est désormais capable de produire bien plus d'énergie. Cette observation fut ensuite validée à plusieurs reprises dans l'histoire des technologies modernes. Par quelle procédé la consommation d'énergie totale augmente-t-elle ?



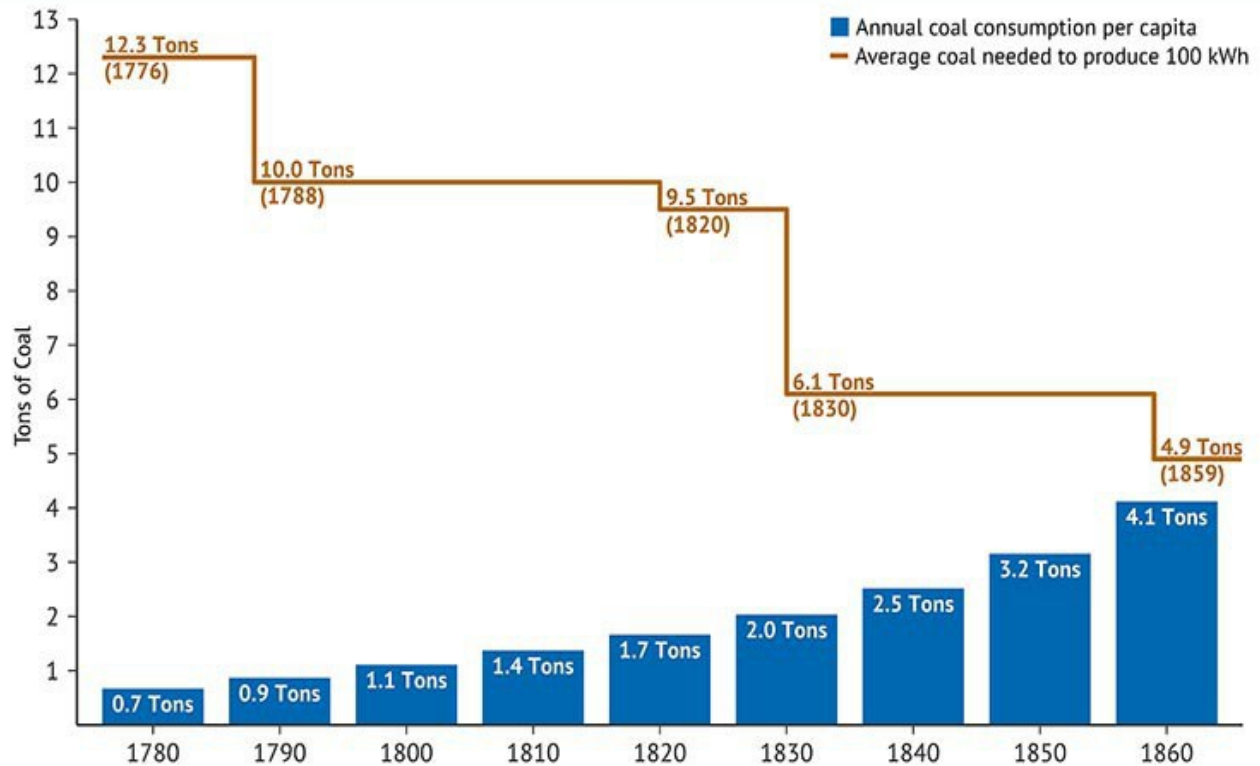
Résolution du paradoxe

Le phénomène est simple à comprendre. Une augmentation de la rentabilité d'une ressource induit une baisse de son prix par simple phénomène d'offre et de demande. À court terme, la demande chute car il est maintenant possible d'utiliser moins de charbon pour arriver au même résultat. Le problème est que cette réduction du coût va entraîner un effet rebond : l'avènement d'une technologie efficace à coût moindre fait des envieux. Les applications se multiplient autour de la nouvelle source d'énergie et la consommation totale augmente.

Outre l'exemple du charbon, le schéma ci-dessous présente l'effet rebond du paradoxe de Jevons sur les appareils électriques des maisons américaines pendant les trente glorieuses. Le développement des machines à laver et climatiseurs offre des appareils à plus faible consommation. Cependant, le nombre d'appareils par foyer s'est vu plusieurs fois multiplié. Au final, la consommation d'énergie électrique par habitant ne cesse d'augmenter entraînant une croissance inévitable de la demande de matières comme d'énergie. Appliqué à l'ère moderne, par exemple, aux télévisions, l'apparition des écrans LED à basse énergie fut une véritable innovation pour réduire la consommation d'énergie. Malheureusement, son faible coût a engendré une explosion du nombre d'écrans vendus, au point de pouvoir en croiser jusque dans les toilettes de certains magasins... et un grand nombre dans les déchetteries.

Jevons' Paradox

19th century coal consumption increased with advances in steam engine efficiency



Source: "The Coal Question" by William Jevons

Graphique exposant le paradoxe : la demande augmente alors que la quantité de charbon nécessaire pour une même production d'énergie ne cesse de diminuer.

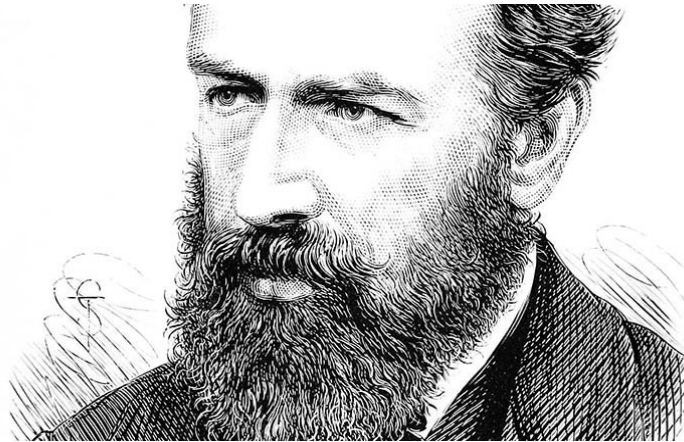
Les énergies renouvelables et le paradoxe de Jevons

Une fois le paradoxe assimilé, il est légitime de se questionner sur les risques de le voir s'appliquer au développement durable. Si nous en sommes encore loin, la généralisation des énergies renouvelables (qui ne peuvent jamais être entièrement propres) peut donner rapidement l'occasion de prétexter leur abondance pour perpétuer la fuite en avant de la consommation dans un contexte où c'est précisément la croissance soutenue des besoins (poussée par la publicité et l'obsolescence programmée) qui engendre les aberrations environnementales que nous connaissons.

Il existe donc un risque réel de céder à l'opportunisme qui naît des efforts d'efficacité et d'innovations. Bien que l'énergie solaire incidente soit plusieurs milliers de fois supérieure aux besoins énergétiques de l'humanité, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a toujours interaction entre production énergétique et exploitation de ressources, quelles qu'elles soient. À ce titre, le développement durable ne peut prétendre être efficace à long terme sans logique collective d'objection à la croissance et plus globalement aux institutions qui l'encouragent. Le mythe d'une croissance infinie sur une planète finie semble désormais bien intégré de tous si on en croit les grands discours entendus à la COP21.

Un argument fort de cette thèse est qu'une part conséquente de la croissance actuelle repose sur

des processus extractivistes. Outre les énergies fossiles –pétrole, charbon, gaz -, la partie exploitable des ressources minérales et métalliques est limitée. Les métaux les plus consommés tendent à se raréfier plus rapidement qu'on ne le pensait. Même les ressources renouvelables sont conditionnées par certaines limites. S'il est possible d'entretenir une forêt durablement, il n'y a pas assez d'espaces sur terre pour soutenir la demande en bois trop importante. Et pour ce qui est du recyclage, il faut considérer les pertes inévitable en quantité comme en qualité. Ce sont autant de raisons d'être prudent et d'user de modération dans tous les domaines. Ayant désormais connaissance de cet effet rebond décrit par le paradoxe de Jevons, il apparaît judicieux de glisser vers une transition énergétique douce qui ne soit pas un énième prétexte à augmenter les champs de nos consommations.



Portrait de Stanley Jevons (1877)

Alerte en Inde : près de la moitié de la population manque d'eau

16 juin 2018

L'Inde traverse sa pire crise de l'eau dans l'histoire du pays. 600 millions de personnes n'ont pas accès à suffisamment d'eau selon un [rapport](#) rendu au gouvernement par le think thank Niti Aayog. Et la situation devrait empirer dans années à venir, alors que d'ici 2030, la demande pourrait être deux fois supérieure aux réserves disponibles. Le point.

En Inde, 600 millions de personnes, soit **près de la moitié des 1,3 milliard d'habitants du pays**, font face en ce moment même à un manque important voire critique d'eau. Le risque de pénurie d'eau douce n'est plus de l'ordre de l'hypothèse, mais un phénomène qui s'aggrave faute d'une gestion adéquate de la ressource. On peine à imaginer la gravité de la situation et ses conséquences possibles dans les mois et années à venir, avec de probables déplacements de population.



« Des millions de vies sont menacées »

Le phénomène prend déjà la forme d'une véritable crise sanitaire qui pourrait se transformer en crise sociale et politique. Dès aujourd'hui, selon les principales conclusions du rapport du think tank Niti Aayog, **200 000 personnes mourraient chaque année en raison du manque d'eau** ou de maladies contractées en buvant de l'eau contaminée. Mais le pire est encore à venir : **21 grandes villes du pays pourraient se trouver « à sec » d'ici 2020, touchant 100 millions d'habitants.**

Si, en raison de la taille de la population de l'Inde, l'approvisionnement en haut pose déjà des difficultés, **c'est surtout la gestion de l'eau qui est mise en cause, dans un pays où la législation n'est pas très contraignante.** À toutes les échelles, des quantités importantes de la précieuse ressource sont dilapidées. D'une part, l'agriculture – principale consommatrice – utilise des techniques d'irrigation particulièrement gourmandes. Par ailleurs, **les villes ne disposent pas de systèmes de traitement perfectionnés**, si bien que seules 30 % des eaux usagers sont assainies. Le développement anarchique des espaces urbains au détriment des ressources naturelles pose par ailleurs de sérieux problèmes car il restreint un peu plus l'accès à l'or bleu. En fin de compte, **une part croissante des cours d'eau et des nappes phréatiques du pays se trouvent contaminés.** Cette situation peut laisser craindre une situation sociale explosive, mais aussi le développement de maladies. Par ailleurs, c'est aussi la culture et le mode de vie de millions d'habitants qui sont remis en cause, alors qu'en Inde l'eau est liée à de nombreuses pratiques religieuses.

Ces nouvelles inquiétantes s'ajoutent à d'autres menaces liées aux incidences des activités humaines sur l'environnement, notamment la pollution de l'air importante en Inde.



L'accès à l'eau se complique aussi dans d'autres régions du globe

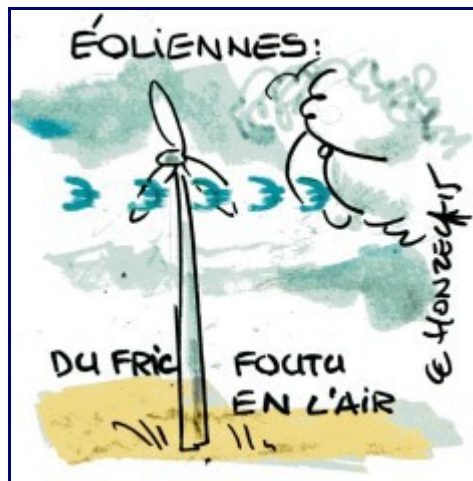
Que ce soit en Inde ou ailleurs dans le monde, les difficultés d'accès à l'eau se généralisent. D'[après le magazine de l'OCDE](#), « en 2025, pour la majorité des habitants de la planète, l'approvisionnement en eau pourrait être « insuffisant » voire « dramatiquement insuffisant ». En janvier dernier, c'est la ville de Cape Town en Afrique du Sud qui tirait la sonnette d'alarme. **Depuis, même si les 4 millions d'habitants rationnent l'eau**, les scientifiques restent pessimistes : ici aussi la situation ne devrait [que s'aggraver](#) dans les années à venir. Seule solution pour les habitants, compter chaque litre et réduire de manière drastique leur consommation. **Une « décroissance » forcée par l'état d'urgence sanitaire de la situation.**

Même en France, les politiques de gestion de l'eau posent question. Récemment, c'est la cas de [l'exploitation de l'eau par Nestlé à Vittel qui posait question](#). Alors que la multinationale puise la précieuse ressource dans la nappe phréatique de la ville, **cette dernière affiche un déficit de 800 000 m3 par an**. Dans un avenir proche, les habitants de la ville pourraient se voir contraints de s'approvisionner en eau ailleurs, au prix d'une augmentation de leur facture. Un véritable paradoxe, alors que **pendant ce temps, Nestlé fait des bénéfices importants en vendant cette eau en bouteille** (privatiser les bénéfices, mutualiser les pertes). Face à la pénurie qui vient, de nouvelles pratiques et politiques de l'eau s'imposent d'urgence partout dans le monde, mais tardent pourtant à être pris au sérieux par les représentants politiques.

Énergie renouvelable : les dommages collatéraux

Par Michel Gay. [Contrepoints.org](#) 4 septembre 2015

Les dommages collatéraux sociaux, humains et financiers des énergies renouvelables seront douloureux.



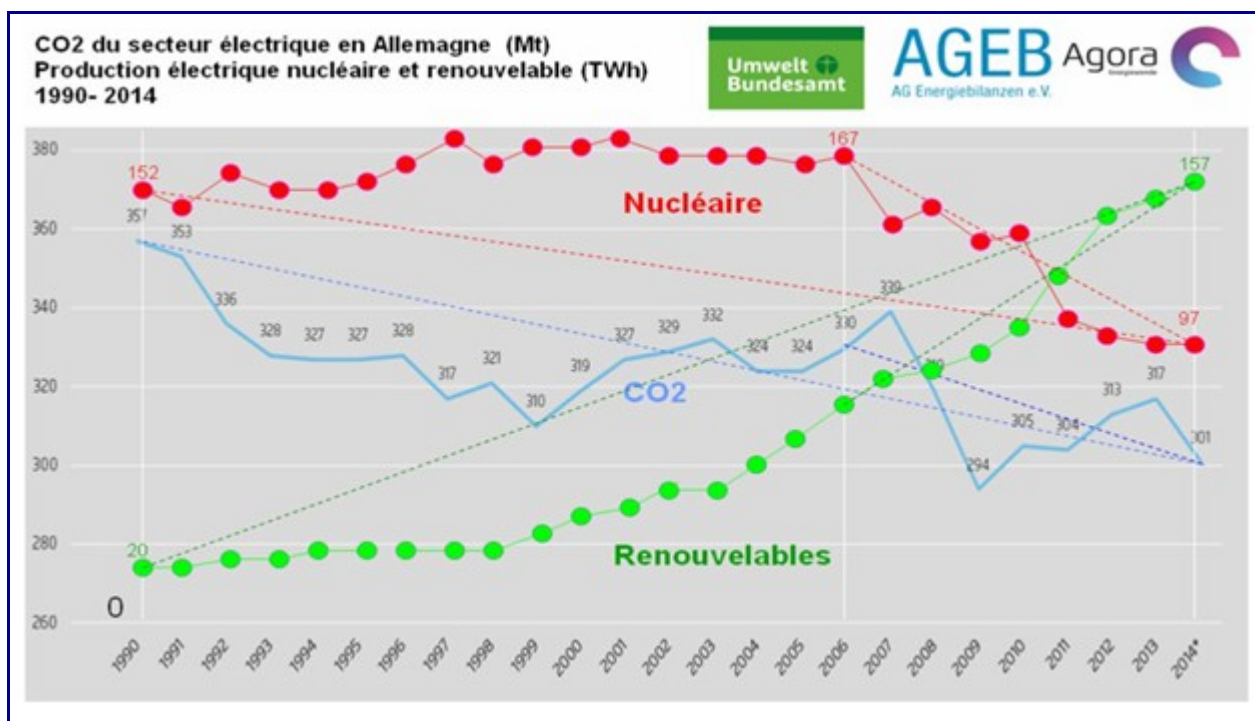
Les dommages collatéraux de l'intermittence des énergies renouvelables (éoliennes et panneaux photovoltaïques) dans le système électrique européen sont dénoncés par l'Académie des Sciences [dans un rapport de janvier 2015](#). Cette institution souligne le manque de réalisme des objectifs de la loi de transition énergétique. Elle craint également que cette politique soit contre-productive, comme l'indique également [le Commissariat général à la stratégie et à la prospective](#) (CGSP) en janvier 2014, et la [Cour des Comptes](#) en juillet 2013.

La loi de transition énergétique prévoit, par exemple, d'installer jusqu'à 19 000 mégawatts (MW) de puissance électrique [intermittente](#) d'éoliennes terrestres d'ici 2020 dans le but affiché de réduire la consommation d'énergies fossiles et les émissions de [gaz à effet de serre](#).

Pourtant, le retour d'expérience allemand est édifiant. Il montre l'incapacité des énergies intermittentes à répondre à ces deux finalités. Les émissions de CO₂ par kilowattheure (kWh) électrique [produit en Allemagne](#) ont en effet augmenté de 481 grammes (g) en 2010, avant l'arrêt de sept réacteurs nucléaires (en mars 2011) représentant une puissance de 8000 MW, à 490 g en 2014, malgré l'installation de 11000 MW d'éoliennes durant la même période. Ces émissions ont même été de 500 g en 2013. (Voir graphique).

Faut-il rappeler qu'en France, ces émissions de CO₂ sont inférieures à... 70 g / kWh grâce essentiellement au nucléaire ?

Le graphique suivant extrait d'[un site « technique »](#) est trompeur sans une observation fine et une comparaison. Il peut faire croire que les émissions de CO₂ diminuent avec la production nucléaire et avec l'augmentation des énergies renouvelables. En réalité les baisses sont liées à la consommation électrique (crise, prix élevé en Allemagne...), mais « l'intensité en CO₂ » par kWh produit est plus élevée d'année en année. Il faut diviser ces chiffres [par les productions nettes d'électricité de l'Allemagne de 2011 à 2014](#) pour le voir... et pour le croire !



Comment le développement d'un système qui augmente les émissions de CO2 dans un pays comme l'Allemagne, dont plus de la moitié de la production électrique est d'origine fossile, pourrait-il les réduire en France dans un parc de production exempt à plus de 90% d'émission de gaz à effet de serre ?

Le rapport de l'Académie des Sciences mentionne : « Avec 227 tonnes de CO2 émises par M€ de produit intérieur brut (PIB), la France est l'une des économies parmi les moins carbonées en Europe, la deuxième après la Suède » (grâce à ses barrages hydrauliques).

Ce rapport précise encore :

« On peut noter qu'en Allemagne, la croissance de l'offre intermittente d'électricité d'origine renouvelable a nécessité l'ouverture de nouvelles capacités de production thermique à charbon (13 GW) ainsi que le développement de l'exploitation du lignite conduisant à des émissions accrues de CO2 et surtout de polluants (oxydes d'azote et de soufre à l'origine des pluies acides...). Ce constat devrait nous inciter à introduire de façon prudente et progressive des énergies qui ne sont ni contrôlables, ni distribuables en fonction des besoins. »

En effet, ce problème du contrôle et de la distribution des énergies renouvelables exige de nouvelles interconnexions. [Le rapport Derdevet](#) remis à l'Élysée le 23 février 2015 prévoit une dépense de 700 milliards d'euros dans les dix prochaines années pour la restructuration du réseau de transport et de distribution européen d'électricité. Il indique que plus de 50 000 km de lignes haute et très haute tension seront nécessaires, afin de permettre la pénétration des 37% d'énergie intermittentes programmées.

Une politique énergétique impossible ?

L'acceptabilité sociale de ces gigantesques dépenses pose une lourde hypothèque sur la faisabilité de cette politique énergétique dont le risque est de se doter d'une puissance installée intermittente considérable, tout en étant régulièrement privé de courant selon les caprices de la

météo.

De plus, France Stratégie indique que les hypothèses sur lesquelles repose la politique énergétique du système électrique européen se sont révélées fausses dès le lancement du « paquet climat énergie ».

Une autre hypothèse n'a, semble-t-il, même pas été imaginée par l'Europe : les énergies de demain pourraient ne pas être intermittentes... mais nucléaires.

L'argent public destiné à notre politique énergétique est massivement employé à résoudre la quadrature du cercle en tentant de rendre durable ce qui est intermittent. Quantité de mécanismes dévoreurs de subventions publiques s'y emploient (valorisation de la [« capacité »](#), [mécanisme d'effacement](#), ou de vaines et coûteuses tentatives de stockage ([MYRTE en Corse, par exemple](#)).

Comme si l'intermittence était une fatalité ! Le principe de réalité disqualifiera peu à peu cet incroyable échafaudage destiné à valoriser des énergies renouvelables intermittentes et inefficaces.

Cette « révolution verte » pourrait laisser à l'Histoire deux souvenirs étranges :

- celui d'une génération fascinée par des « moulins à vent géants » et des « miroirs noirs », sans avoir déterminé au préalable son intérêt,
- celui d'une majorité d'élus éblouis par le puissant phare d'une campagne publicitaire d'une ampleur inégalée pour un produit « miracle ».

Les dommages collatéraux sociaux, humains et financiers du développement des énergies renouvelables seront douloureux pour les Européens pendant encore plus de vingt ans (à cause des contrats déjà engagés), mais le démontage des éoliennes et des panneaux photovoltaïques, au moins, promet de l'emploi... pendant quelques mois.

Destination finale : après la Chine, où finiront nos déchets ?

Lucas Roxo, Le 25/06/2018

Où finissent les déchets que nous jetons à la poubelle ? La question se pose plus que jamais depuis que la Chine, premier importateur mondial de déchets, a annoncé début 2018 qu'elle n'accepterait presque plus aucun déchet plastique ou papier venant de l'étranger. Une décision qui crée la panique en Occident, où il va falloir trouver de nouvelles portes de sortie pour nos poubelles.

Cet article a été initialement publié dans le hors-série n°4 de Socialter consacré au Zéro Déchet, paru en mai 2018. Retrouvez-le actuellement en kiosque.

Des débris d'ordinateurs et de téléphones portables jonchent le sol d'une décharge à ciel ouvert, en périphérie d'une grande ville africaine. Voilà l'image que notre imaginaire collectif retient des lieux où finissent nos déchets en attendant leur improbable désintégration. Mais peu imaginent que pour en arriver là, les déchets ont souvent réalisé un long périple à travers notre économie mondialisée.

Notre époque n'est pas à un paradoxe près : il n'y a jamais eu autant de déchets dans le monde, et pourtant, dans nos pays industrialisés, on n'en a jamais vu aussi peu. Selon l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la France a produit à elle seule 324,5 millions de tonnes

de déchets en 2015. Mais savons-nous réellement ce qu'ils sont devenus ? La réponse est multiple, les modes de traitement sont différents. Les entreprises gèrent eux-mêmes leurs déchets, alors que pour les ménages, c'est la tâche des collectivités.

Contrairement aux déchets des entreprises, souvent réticentes à partager ces informations, il est aisé de découvrir où sont envoyés nos déchets personnels, ceux que l'on appelle les « déchets ménagers et assimilés ». S'ils ne représentent pas la part la plus importante du volume global, ce sont certainement ceux dont la trajectoire raconte le plus notre rapport social aux déchets. Toujours selon l'ADEME, la destination de nos déchets ménagers se répartit ainsi : 26 % sont stockés, 32 % sont incinérés (dont 31 % pour produire de l'énergie), 39 % sont recyclés.

Comment les déchets sont devenus un enjeu économique

À ce titre, l'Hexagone est en retard par rapport à d'autres nations européennes, comme par exemple la Belgique, qui recycle 53,4 % de ses déchets ménagers. Mais à quoi correspond ce qui est appelé ici « recyclage » ? En réalité, les collectivités françaises se contentent de collecter, car elles sous-traitent le reste de la chaîne à d'autres pays : le recyclage, aujourd'hui, consiste pour les pays occidentaux à envoyer en Asie ou en Afrique des déchets au traitement jugé trop peu rentable chez nous.

En les triant (avec l'aide des citoyens), les collectivités transforment les déchets en « matières premières secondaires », réutilisables dans un cycle de production par des entreprises situées sur le sol chinois ou turc... « Le tri est aux déchets ce que la distribution est aux objets de consommation : la condition de la circulation des échanges », précise ainsi Yann-Philippe Tastevin, chargé de recherche au CNRS et co-commissaire associé de l'exposition « Vies d'ordures », présentée au Mucem en 2017.

La révolution des années 60

Ce marché dans lequel nos déchets sont valorisés, achetés, recyclés et revendus sous une autre forme ne date pas d'hier. L'économie mondialisée des poubelles débute dans les années 60, avec l'émergence d'un « problème des déchets » parfaitement mis en lumière par Baptiste Monsaingeon dans son livre *Homo Detritus* (Le Seuil, 2017).

À l'époque, face à l'émergence de l'écologie politique et aux inquiétudes nées des multiples scandales environnementaux, les sociétés industrielles « vont tenter de transformer ces fuites détritiques en des ressources pour penser les conditions de leur renouveau », explique Baptiste Monsaingeon. L'ère du déchet abandonné est remplacée par l'ère du déchet recyclé, devenu matière valorisable.

« Ceci étant, le développement de la collecte et du recyclage dans les pays avancés a provoqué un déséquilibre entre l'offre et les capacités d'absorption d'une industrie locale souvent en perte de vitesse. La seule solution a été de trouver de nouveaux débouchés à l'exportation, ce qui correspondait d'ailleurs à la demande des pays émergents en pleine industrialisation et ne disposant souvent pas de ressources primaires ni de gisements de déchets à exploiter », précise Philippe Chalmin, historien et économiste.

Des flux de déchets de l'Atlantique vers le Pacifique

Les pays développés ont ainsi commencé à vendre leurs déchets à des pays en voie de développement dans une logique Nord-Sud, ou plutôt Atlantique-Pacifique, qui semblait satisfaire les deux parties.

« Plus vous êtes riches, plus vous produisez des déchets. Surtout, plus vous produisez des déchets de qualité, potentiellement valorisables », poursuit Philippe Chalmin.

D'un côté, les pays occidentaux produisaient des déchets « de qualité » dont ils souhaitaient se

débarrasser ; de l'autre, des pays émergents voyaient nos déchets comme autant de mines à exploiter. Le marché mondial du déchet et de sa gestion apparaît donc à ce moment-là, les multinationales s'y engouffrent, et nos collectivités s'engagent à produire et trier des déchets pour alimenter les entreprises qui iront nourrir les flux mondiaux.

Le commerce des déchets se développe rapidement, notamment en raison de la hausse du cours des matières premières ; en conséquence, on se tourne vers ces fameuses matières premières « secondaires ». Avec succès ! Aujourd'hui, la progression du volume de déchets échangés est même supérieure à celle des échanges de la matière vierge correspondante ; en d'autres termes, on échange plus de papier recyclé que de papier « neuf ».

Les grandes fortunes du recyclage

C'est là que le poids de la Chine se fait sentir, puisque celle-ci récolte près d'un quart des déchets recyclables du monde entier. Principales importatrices de déchets plastiques et papiers, les entreprises chinoises ont grandement profité du commerce de nos poubelles.

Pour ne citer qu'un seul exemple, l'entrepreneuse Zhang Yin est aujourd'hui l'une des plus grandes fortunes chinoises grâce au recyclage de papier. Idem pour le plastique, que la Chine importait en masse avant de le réinjecter dans la fabrication d'emballages plastiques renvoyés ensuite dans les pays occidentaux.

Moins médiatisée : la place de la Turquie, premier importateur mondial de ferraille, matière réinvestie dans sa filière sidérurgique. « Les échanges de déchets ne sont que la conséquence de la consommation et de la production : souvent, les matières repartent là où se fait la production », commente Jean-Philippe Carpentier, président de la Federec (Fédération Professionnelle des Entreprises du Recyclage).

Le marché des déchets acte, d'une certaine manière, la désindustrialisation de pays comme la France ou les États-Unis. Aujourd'hui, leur modèle économique est d'importer des produits finis, et d'exporter les déchets qui en sont issus... Avant de racheter les produits finis produits à partir de ces déchets. Un perpétuel retour à l'expéditeur, en quelque sorte.

La Chine se retire : panique à bord

Mais en 2018, un tremblement de terre est venu secouer ce marché, puisque la Chine a décidé de ne plus importer (ou presque) de déchets de l'étranger. Pressentie depuis quelques années, la décision chinoise de fermer le robinet affecte directement les pays occidentaux, qui vont devoir trouver de nouveaux débouchés pour leurs déchets.

Une solution envisagée serait d'incinérer plus ou de recycler soi-même. « Pour des matières comme le plastique, en France, on n'a pas de business model. Les stocks vont augmenter et la solution à court terme, cela va être d'incinérer, détaille Jean-Philippe Carpentier. Mais à long terme, la décision chinoise peut être une formidable opportunité de développer notre filière de recyclage. »

L'autre possibilité est d'aller voir ailleurs. « À chaque fois, on s'aperçoit qu'il y a une relocalisation de l'activité dans d'autres pays comme le Vietnam », explique Yann-Philippe Tastevin. « La décision chinoise n'est pas dramatique pour les industriels dans la mesure où l'on sait que d'autres pays, moins regardants sur les normes environnementales, vont se faire un plaisir de supplanter la Chine », confirme Jérémie Cavé, auteur de l'ouvrage *La ruée vers l'ordure : conflits dans les mines urbaines de déchets* (PUR, 2015).

Des restes que l'on entasse

De fait, la décision chinoise renforce l'inquiétude de voir se créer de nouveaux « havres de déchets »

dans les pays en voie de développement. « La véritable répercussion de cette décision, c'est de révéler que tous nos efforts de tri et de collecte participent à une économie du déchet mondialisée dont l'impact environnemental peut être très sérieusement discuté », poursuit Jérémie Cavé.

En l'état actuel des choses, la maxime de Lavoisier selon laquelle « rien ne se perd, tout se transforme » ne fonctionne pas avec le recyclage. Mis à part l'aluminium – qui peut être réutilisé à 98 % – les déchets papiers ou plastiques ne peuvent eux pas être recyclés indéfiniment, et laissent forcément des restes... qui s'entassent dans les pays les moins scrupuleux.

« Les systèmes les plus vertueux continuent de buter sur la part irréductible de nos déchets. Ici ou ailleurs, ce reste est brûlé ou stocké dans des décharges toujours plus importantes », déplore Yann-Philippe Tastevin. Même constat chez Fanny Pacreau, anthropologue des déchets : « L'industrie a pris conscience que le déchet pouvait avoir une valeur économique : du tas d'ordures, on est arrivé à une multitude de déchets précis et précieux, mais il y a toujours, dans le lot, une part de déchets que nous n'arrivons pas à valoriser. »

Un quart de nos déchets se « volatilise »

Vu comme le marché mondial des déchets se porte bien, difficile d'imaginer une issue différente.

D'autant que l'attrail législatif mis en place, à travers la Convention de Bâle de 1989, est peu contraignant. Le texte, qui a le mérite d'exister, ne prévoit pas de sanctions en cas de non respect des engagements et n'a pas été ratifié par certains pays, comme les États-Unis.

Ce qui explique le développement d'un système à deux vitesses, avec d'un côté des pays européens qui mettent en place de nombreuses normes, rendant le coût du traitement des déchets de plus en plus élevé ; et de l'autre, des pays en voie de développement qui acceptent tous types de déchets. Déchets qui finissent dans ces fameuses décharges à ciel ouvert, et deviennent, au mieux, le gagne-pain du secteur informel de la récupération.

Et encore, on ne parle ici que du marché des déchets ménagers, c'est-à-dire 10 % du volume des déchets traités. Qu'en est-il des déchets industriels, ceux issus du BTP par exemple ? Difficile d'avoir une vision précise du sujet. D'après un rapport de l'ADEME sur la question, une partie (les déchets « inertes ») est recyclée comme matériau de construction ou valorisée dans le cadre de réaménagement de carrières.

Le reste est globalement « peu valorisé » et il est difficile d'en savoir plus. « Les entreprises sont rétives à partager ces informations-là, mais il est probable que les papiers, cartons ou plastiques se retrouvent dans les flux en direction de la Chine », suggère Jérémie Cavé.

Des voitures de contrebande remplies de déchets toxiques

Quid de la partie non recyclable ? Difficile de retracer ces flux-là, mais a priori, elle finit soit enfouie soit... volatilisée. En effet, dans un chapitre de l'ouvrage collectif *L'économie mondiale 2013* (La Découverte, 2012) consacré au commerce international des déchets, différents chercheurs estiment que près de 20 % des échanges internationaux de déchets seraient illégaux.

Certaines techniques de contournement sont très simples. On sait par exemple qu'entre 100 000 et 300 000 véhicules sont exportés vers l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient à travers le port de Hambourg. Certaines voitures sont alors déclarées comme des « produits réutilisables » destinés au marché de l'occasion africain ; à l'intérieur, des équipements électroniques sont cachés et passent comme de la contrebande.

L'ensemble circule donc comme un bien ordinaire... Le souci, c'est que certains déchets sont parfois toxiques (entre 2 et 3 % de tous les déchets) et s'immiscent dans les processus de recyclage. Il y a quelques années, les États-Unis avaient par exemple dû retirer de la vente des boîtes de mouchoirs en provenance d'Inde, parce qu'elles avaient été faites en papier recyclé contaminé au cobalt 60.

L'idée de circularité paraît d'autant plus saugrenue : il est effectivement possible de réduire les flux et

de limiter les impacts environnementaux et sanitaires, mais les déchets ne disparaissent jamais complètement. La plupart du temps, ils s'entassent dans les décharges des pays en voie de développement.

Finalement, c'est le mérite de la décision chinoise : révéler que les filières de recyclage bâties depuis 30 ans contribuent moins à l'économie circulaire annoncée qu'à un véritable capitalisme mondialisé des déchets recyclables. Et peut-être aussi nous inciter à faire l'économie de quelques poubelles?



Jean-Marc Jancovici

7 h · 🌐

[Vidéo] Nouveau record de trafic aérien, avec plus de 200 000 avions en vol le même jour

Les vacanciers du monde entier se seraient-ils accordés sur le jour J des départs en congés? Samedi 30 juin 2018, un nouveau record de trafic aérien a en effet été établi, avec 202 157 vols recensés. Au moment le plus intense du trafic, le site collaboratif suédois Flightradar24 a enregistré 19 000 avions en vol simultanément.

(publié par Joëlle Leconte)



[Vidéo] Nouveau record de trafic aérien, avec plus de 200 000 avions en vol le même jour - L'Usine Aéro

Le 29 juin 2018 a été enregistré un nouveau record... pour le trafic aérien. Selon les images du site collaboratif FlightRadar24, en un seul jour,... - L'Usine Aéro

USINENOUVELLE.COM

Accord de libre échange UE-Japon : désastre écologique en vue

Mr Mondialisation 8 juillet 2018

Pile un an après que l'Union européenne et le Japon soient parvenus à un accord de principe sur les principaux éléments du JEFTA, un accord de libre-échange, c'est le Conseil de l'UE qui s'est exprimé de manière favorable à propos du texte ce 6 juillet 2018. Alors qu'une pétition contre le JEFTA rassemble déjà 320.000 signatures, l'ONG

Foodwatch dénonce « une fuite en avant [qui] ne tire aucune leçon des risques pointés du doigt dans le CETA pour les droits des citoyens, notre santé, notre alimentation, notre agriculture, notre environnement et [qui] met à mal la démocratie en Europe ».

Abolir les droits de douane et les entraves à la libre circulation des marchandises à l'échelle globale sans vraiment se soucier de la crise écologique : voici résumé en quelques mots le contenu du JEFTA, l'un des plus importants accords de libre-échange jamais signé par l'Union européenne. Encore faut-il, alors que le droit en vigueur n'est pas le même dans l'UE et au Japon, décider des conditions dans lesquelles les marchandises pourront traverser les frontières. Et à ce jeu-là, estiment association et ONG, **ce sont les droits environnementaux et sociaux qui sont les grands perdants.**

Un traité controversé

C'est une [fuite organisée par Greenpeace](#) qui mettait le feu au poudre l'année passée, alors même que, dans le même temps, une vague de protestation citoyenne contre le TAFTA traversait l'Europe. Citoyens et membres de la société civile découvraient alors avec stupeurs les premiers éléments du JEFTA, un traité sur les rails depuis 2012. Comme si **une nouvelle zone d'échange transatlantique ne suffisait pas**, il est désormais question d'ouvrir les marchés au Japon.



Source : http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/f_welcome-to-jefta.pdf

À l'heure où la plupart des experts évoquent **la relocalisation de l'économie afin de lutter contre le changement climatique (parmi d'autres problématiques)**, il est en effet étonnant de constater les efforts réalisés par les dirigeants pour abolir autant que faire se peut les entraves à la libre circulation des marchandises. **La mise en concurrence totale de producteurs et industriels de pays différents et éloignés** est d'autant plus discutable dans ce contexte, car elle risque d'accroître la pression sur les modèles économiques les plus vertueux mais pas les plus productifs, **ceux qui tentent de tirer vers le haut les normes sociales et environnementales sans forcément faire du profit à court terme leur enjeu central.**

Le processus peut également être mis en cause d'un point de vue démocratique. Alors que la population se détourne de ses représentants, ces derniers continuent de faire fi des craintes exprimées par les citoyens et les citoyennes et balaiant de la main les oppositions exprimées dans la rue contre les accords de libre-échange. **« Cette forme de libre-échange forcé et négocié sans débat démocratique fait le lit des populismes en Europe. C'est irresponsable ! Les promesses non tenues d'E. Macron nourrissent la tendance au repli sur soi. Pour éviter**

cette menace, nous avons besoin plus que jamais d'une Europe démocratique et d'une politique commerciale qui n'écrase pas du pied les droits des citoyens et la protection de la planète », s'insurge d'ailleurs Karine Jacquemart, directrice générale de foodwatch France dans [un communiqué de presse](#).



Source : http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/f_welcome-to-jefta.pdf

Régression des normes sociales et environnementales

De nombreuses ONG comme Greenpeace ou foodwatch ont critiqué le JEFTA en raison de **son contenu qui fait passer les intérêts économiques devant ceux de la population** et met les questions environnementales au second plan. Négocié en toute opacité, le contenu de l'accord fait craindre aux critiques **un nivellement par le bas des normes environnementales** dans un contexte économique déjà peu propice à la protection de la nature par les acteurs économiques. Si l'idée de pouvoir échanger globalement des biens et des services sans limite semblent tout à fait honorable sur le papier, les réalités physiques du monde offrent une autre lecture avec **un urgent besoin de relocaliser et assainir certaines productions**.

Il a notamment été estimé que le nouveau traité permettrait au Japon de **s'asseoir sur les réglementations en vigueur en matière de trafic de bois**. Des médias allemands avaient également **révélé l'absence presque totale de référence au principe de précaution**, craignant ainsi que l'importation d'un produit ne puisse être interdite que si un danger est prouvé scientifiquement (en vertu du principe de précaution, la crainte d'un dommage même incertain permet de prendre des mesures pour l'éviter). Outre-Rhin, la polémique à propos du JEFTA est d'ailleurs repartie de plus belle depuis que des groupes citoyens ont lancé **une pétition signée par un demi-million de personnes et qui met en garde contre les privatisations massives** qui pourraient être la conséquence du nouveau traité, notamment dans le domaine de l'eau.



En dépit de ces craintes légitimes et du bon sens environnemental et social, un nouveau grand pas vers l'entrée en vigueur du partenariat a donc été franchi avec l'aval donné par le Conseil de l'UE à ce traité ce 6 juillet. Mais **en pleine Coupe du monde, alors que s'ouvre la période estivale, le sujet reste quasi-inaperçu**. Pourtant, le JEFTA aura des conséquences immédiates pour le quotidien de la population en Europe. De surcroît, l'adoption du traité continue en dépit des nombreuses voix qui se sont exprimées de manière défavorable à son égard. Désormais, c'est au Parlement européen de se pencher sur le texte : sera-t-il plus attentif aux citoyens et aux citoyennes ou **la marche forcée vers un nouveau traité de libre-échange dès 2019** va-t-elle se poursuivre ?

[Mystification:]

Recyclables, biosourcés, biodégradables: état des lieux des plastiques alternatifs

The conversation et AFP , Publié le : 09/07/2018

[**NYOUZ2DÉS**: ri-di-cu-le. La seule et unique façon de produire 100% écologique c'est "la production zéro" (ne rien produire). Tout opinion autre que celle-là n'est que mensonge.]



Le recyclage des plastiques s'est développé ces dernières années mais reste insuffisant, tandis que les industriels travaillent aussi à l'émergence des bioplastiques, c'est-à-dire des matériaux biosourcés et/ou biodégradables

Paris (AFP) – Pour réduire l'impact des plastiques sur l'environnement, leur recyclage s'est développé ces dernières années. Mais il reste insuffisant, tandis que les industriels travaillent aussi à l'émergence des bioplastiques, c'est-à-dire des matériaux biosourcés et/ou biodégradables.

Où en est le recyclage?

Selon un récent rapport de l'ONU, 9% des neuf milliards de tonnes de plastiques que le monde a jamais produits ont été recyclés. Si les choses progressent ces dernières années, tous les pays n'en sont pas au même point.

En Europe par exemple, 31% des près de 26 millions de tonnes de déchets plastiques collectés en 2016 ont été recyclés, selon la fédération européenne du secteur, PlasticsEurope, contre autour de 10% aux Etats-Unis.

Mais les chiffres sont aussi très variables d'un type de plastique à l'autre. Le PET dont sont composés les bouteilles dispose de filières industrielles de traitement plus développées, et la matière recyclée peut être réutilisée sans difficulté.

A l'inverse, les pots de yaourt finissent encore en incinération, comme les composites utilisés dans l'automobile, trop chers à recycler.

Un des handicaps est aussi le manque de débouchés pour la matière recyclée, du fait de prix plus élevés que celle issue des énergies fossiles ou de doutes sur les propriétés de ces matériaux.

Une grande partie des plastiques échappent aussi tout simplement à la collecte. C'est le cas de plus de la moitié des volumes de l'ensemble des déchets en Asie, dont une partie se retrouve donc dans la nature.

Que sont les bioplastiques?

Le terme générique « bioplastiques » peut prêter à confusion car il désigne à la fois des plastiques biosourcés (fabriqués à partir de composants naturels renouvelables) ou des matières plastiques biodégradables. Or, certaines matières biodégradables peuvent parfois provenir de ressources fossiles.

Des bioplastiques peuvent aussi combiner ces deux propriétés (biosourcés et biodégradables). Mais c'est loin d'être toujours le cas: ainsi sur 2,05 millions de tonnes de bioplastiques produits dans le monde en 2017, moins de la moitié (880.000 tonnes) étaient biodégradables, selon la fédération European Bioplastics.

Ils sont élaborés à partir de cellules de végétaux, principalement la canne à sucre, l'amidon de maïs et de pomme de terre. Les molécules de base de cette « chimie verte » sont obtenues par fermentation bactérienne de sucres.

Les capacités de production mondiales de bioplastiques se situent majoritairement en Asie (56%), qui est aussi la principale région de fabrication des plastiques traditionnels, devant l'Europe (18%) et l'Amérique du Nord (16%).

En 2017, 58% des bioplastiques produits dans le monde étaient utilisés dans l'emballage,

largement devant le textile (11%), les biens de consommation (7%), ou l'automobile et autres industries de transport (7% également).

Quelle est leur part de marché?

La production globale de bioplastiques représentait l'an dernier moins de 0,75% du marché mondial des polymères, d'après European Bioplastics.

Mais ces matériaux ont le vent en poupe, soutenus par une plus grande prise de conscience environnementale des gouvernements, des entreprises et des consommateurs: la fédération européenne prédit une croissance de 19% dans le monde sur la période 2017-2022.

Leurs coûts de production restent un frein. Les « plastiques compostables sont deux à trois fois plus chers » que les plastiques traditionnels, estime Jean-Marc Nony, responsable du développement durable au sein du groupe français d'emballages Sphere.

Quant aux plastiques biosourcés, ils sont de « 30 à 50% plus chers », ajoute-t-il. Mais la hausse des volumes, l'amélioration des procédés de fabrication et la hausse des prix du pétrole devraient permettre de les rendre à terme plus compétitifs.

Quels sont leurs usages?

Les plastiques biodégradables ont surtout vocation à remplacer le plastique conventionnel dans des produits risquant davantage de se retrouver dans la nature, comme les sacs fins à usage unique ou la vaisselle jetable.

Des industriels travaillent aussi à mettre au point des techniques de biodégradation en mer pour lutter contre la pollution des océans.

Les plastiques biosourcés, eux, peuvent remplacer n'importe quel plastique issu de la pétrochimie, dans la mesure où la molécule produite est la même. Certains pays européens ont ainsi fixé des seuils d'incorporation dans les sacs à usage unique.

Mais pour justifier leurs prix plus élevés, les producteurs de bioplastiques tentent de mettre au point des matériaux aux propriétés nouvelles: plus légers, plus résistants voire dépolluants.

En 2013, Nike a lancé une chaussure de football allégée, grâce à l'intégration d'un élastomère produit par Arkema à partir d'huile de ricin. L'équipementier automobile français Faurecia développe des tablettes de hayon à partir de fibre de lin. Autre exemple, le géant allemand de la chimie BASF produit une capsule de café à 60% composée d'un plastique compostable issu du maïs.

Article 1er ne veut pas dire article 34 en écologie

Michel Sourrouille 10 juillet 2018

[NYOUZ2DÉS: cette idée ce n'est que du verbiage de fonctionnaire.]

Trouver une place dans la Constitution pour la lutte contre le réchauffement climatique, vaste débat. Dès septembre 2017, Nicolas Hulot avait échangé avec l'association WWF de cette possibilité et officialisé cette intention lors de ses vœux de nouvelle année 2018. En mars 2018, Nicolas Hulot avouait en discuter depuis plusieurs mois avec Emmanuel Macron. Il s'agirait de compléter l'article 34 consacré au champ d'action du législateur à propos des « principes fondamentaux de la préservation de l'environnement ». A ce stade, rien n'est encore déterminé

pour une institutionnalisation du climat. Pour certains, l'article 1^{er} paraît plus adapté à l'immensité de l'enjeu. Pour d'autres, limiter la constitution au changement climatique pourrait occulter le fait qu'il est nécessaire de préserver globalement l'intégrité de l'écosystème Terre dans toutes ses dimensions.

Fin juin 2018, Nicolas Hulot obtient de l'exécutif que les mots « environnement, climat et biodiversité » figurent dans l'article premier de la Constitution, et non dans l'article 34, comme l'avait pourtant annoncé le premier ministre en avril. C'est une avancée car l'article premier consacre le fait que « le peuple affirme le caractère fondamental de ... ». Un amendement proposé par Richard Ferrand, chef de file des élus La République en marche (LRM), est adopté en commission des lois*. Emmanuel Macron flatte Nicolas Hulot dans le sens du poil. Mais le verbe figurant dans le texte sera-t-il « affirmer », ou « garantir », ou simplement « favoriser » ? L'amendement est ainsi libellé : « *La France **agit** pour la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et contre les changements climatiques* ». La portée juridique avec ce verbe paraît insignifiante. Nicolas Hulot avait détaillé le 21 juin sur France Info le texte qu'il espérait voir rédigé, qui démarrerait par ces mots : « *La République **assure** un niveau de protection élevé de l'environnement et **en constante progression**.* » Ce principe de non-régression est abandonné, Nicolas Hulot n'obtient toujours que des miettes. Triste spectacle que l'écologie en politique !

Cette question de la constitutionnalisation est dorénavant soumise à l'Assemblée à partir du 10 juillet 2018. Le chemin de croix va continuer, discussions oiseuses entre députés et clans partisans, contre-amendements, passage au Sénat où la droite manifesterait son hostilité à l'écologie, navette entre Assemblée nationale et sénat, etc. Comme d'autres points devraient entrer dans la Constitution, nous souhaitons bon courage au Congrès (ou aux citoyens pour un référendum) pour arriver à une décision crédible... si la révision constitutionnelle voulue par le chef de l'Etat parvient à son terme. Notons que l'écologie est déjà présente dans la Constitution. Le 28 février 2005, la Charte de l'environnement était approuvée par les parlementaires français réunis en Congrès pour lui donner une valeur constitutionnelle : « *Aux côtés des droits de l'homme de 1789 et des droits sociaux de 1946, et au même niveau, nous allons reconnaître les principes fondamentaux d'une écologie soucieuse du devenir de l'homme.* » Le parti socialiste (dans l'opposition à l'époque), écartelé entre ceux qui voulaient voter contre (le président Chirac) ou pour (un texte écolo) avaient décidé de ne pas participer au vote ! Ainsi va la vie politique avec ses faux-semblants... sachant qu'un texte même bien écrit peut ne jamais être appliqué !

* LE MONDE du 29 juin 2018, *Les députés inscrivent climat et biodiversité à l'article 1 de la Constitution*

Biodiversité en ville : verdier n'est pas tout

The Conversation , July 3, 2018

Author



[Philippe Clergeau](#)

Professeur en écologie urbaine, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités

Disclosure statement

Philippe Clergeau does not work for, consult, own shares in or receive funding from any company or organisation that would benefit from this article, and has disclosed no relevant affiliations beyond their academic appointment.

Des territoires où les [oiseaux](#) et les [insectes](#) se font de plus en plus rares, des disparitions d'espèces inquiétantes et très rapides que de nombreuses études qualifient de [« sixième extinction de masse »](#)... Ces derniers mois, les rapports scientifiques relayés par la presse se sont multipliés pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état de la biodiversité.

Si l'accent est souvent mis sur les espèces en danger, il faut souligner que la notion de biodiversité implique aussi (surtout ?) l'idée des relations entre espèces ; et entre ces espèces et leur environnement. L'ampleur du phénomène dépasse donc leur seule survie et concerne tout autant les fonctionnements écologiques sous-jacents et les « services » que la nature rend à l'homme (comme la pollinisation, la santé physique et mentale, la régulation des pollutions, etc.).

En dehors des grandes [causes animales emblématiques](#), soutenir les actions de végétalisation les plus utiles aux hommes paraît tentant ; mais cela se fait la plupart du temps sans prise en compte de la biodiversité. Nombre de municipalités affichent ainsi le souhait de développer la nature en ville en y rattachant la sauvegarde d'une biodiversité en déclin à plus grande échelle... en se contentant d'un simple verdissement.

Il y a pourtant une différence de taille entre opérer un verdissement urbain et favoriser la biodiversité.



Conversation France 
@FR_Conversation 

Biodiversité : quand l'oiseau fait de l'ombre à l'insecte
bit.ly/2jFZAiB

1:26 AM - May 9, 2018

 6  See Conversation France's other Tweets

Pour un vert qui dure

Depuis le [Grenelle de l'environnement](#) de 2007, le développement d'une écologie urbaine a fait florès. Essentiellement ciblées sur les régulations des pollutions et sur la réduction des dépenses énergétiques, les gestions municipales et l'urbanisme en ont oublié les grands processus dévastateurs pour la biodiversité, comme l'[étalement urbain](#) et la destruction des habitats.

Les politiques de verdissement intramuros sont évidemment une bonne chose, à la fois pour la qualité du cadre de vie et pour la reconnexion des [citadins avec la nature](#). À ce titre, le succès de la plate-forme [Plante & Cité](#) – qui vient de dépasser les 520 adhérents, dont près de 200 collectivités territoriales – est un exemple de cette recherche d'innovation et de méthodologie pour mieux conduire la végétalisation en ville.

La notion de biodiversité implique cependant une dimension plus fonctionnelle : il faut tendre vers davantage de diversité spécifique et de relations entre les espèces. Et l'enjeu de favoriser la biodiversité – par rapport à un verdissement que les paysagistes et les municipalités savent déjà bien faire – permet surtout d'envisager la notion de durabilité. Ainsi, les grandes pelouses, les alignements de platanes ou les toitures de sedum constituent autant de monocultures qui pourront se révéler fragiles face aux aléas climatiques ou sanitaires.

Une diversité d'espèces ayant des relations entre elles s'avère bien plus résistante ; elle apporte une certaine stabilité aux chaînes alimentaires, aux systèmes, aux paysages urbains. Une ou des espèces peuvent disparaître sans que toute la plantation soit détruite.



Le sedum, plante succulente dont on se sert pour les toitures végétalisées.

[Jane Dickson/Flickr](#); [CC BY-SA](#)

Bien choisir les espèces

Quand on essaye de créer de nouvelles biodiversités en ville, on observe qu'elles sont composées d'espèces horticoles plus ou moins gérées et de quelques espèces spontanées qu'on laisse se développer. Mais ces dernières sont néanmoins composées essentiellement d'espèces sauvages très mobiles et très communes ; comme des passereaux, des araignées, des fourmis ou des pissenlits qui réussissent à s'affranchir des barrages de bâtiments et des voiries.

Une biodiversité urbaine est dépendante à la fois de sources d'espèces (par exemple, une forêt près de la ville) et des continuités qui permettent à des espèces moins mobiles de se disperser aussi dans l'espace urbain. S'il existe encore trop peu de résultats sur le fonctionnement de nouvelles communautés écologiques fabriquées de toutes pièces en ville, plusieurs travaux récents ont montré que des [corridors écologiques peuvent être efficaces](#) aussi en milieu urbain. Petites et moyennes espèces animales utilisent ces continuités, d'autant plus qu'elles fournissent des ressources d'abris, d'alimentation, voire des sites de reproduction.

Une action favorisant la biodiversité urbaine impose donc non seulement de privilégier un choix d'espèces locales mais aussi de prendre en compte les territoires environnant la ville et les connexions entre ville et campagne. Il s'agit bien de deux échelles complémentaires.



 **Conversation France** 
@FR_Conversation



Les techniques qui permettent de réintégrer la [#nature](#) en ville
[@revueVertigO](#) [@UQAM](#) bit.ly/296LLYO

12:45 PM - Jun 30, 2016

 3  See Conversation France's other Tweets

Penser « grands territoires »

On l'aura compris, si dans les grandes agglomérations le développement d'un verdissement comme support de biodiversité est une action indispensable pour une ville durable, elle demeure insuffisante pour une biodiversité durable.

La ville peut contribuer à la conservation de la biodiversité de façon directe (restauration et création d'habitats) ou indirecte (sensibilisation des citoyens) mais ne peut, en aucun cas, se substituer à une politique générale d'aménagement des espaces intégrant les problématiques écologiques.

Les actions politiques sur la biodiversité doivent d'abord se focaliser sur les grands territoires et les paysages périurbains. Prendre en compte de vraies échelles de territoires est essentiel pour agir efficacement. En se limitant, par exemple, à Paris, on risque de faire fausse route : car il s'agit là d'un centre-ville et non une ville, coupée qu'elle est de son environnement rural par une ceinture suburbaine.

Dans l'attente du Grand Paris

Se pose ici l'organisation des prises de décision sur ces territoires complexes. La multiplication des niveaux administratifs (jusqu'à 6 sur le Grand Paris !) ne facilite certainement pas les cohérences de fonctionnement. Certains outils en place – comme les projets de pays ou les [schémas de cohérence territoriale](#) œuvrant pour des métropoles – apparaissent à ce titre plus efficaces que les anciens départements.

On attend l'émergence du Grand Paris en tant qu'unité administrative de décision pour favoriser des actions d'aménagement, comme de rendre possible les continuités écologiques depuis les grands massifs forestiers d'Ile-de-France jusqu'au cœur de la ville... ce que ne peut pas faire un centre-ville comme Paris ! Pour faciliter l'intégration de la biodiversité, il faut la considérer comme un processus transversal, ce qui conduit à questionner l'organisation administrative actuelle.

Une ville aussi verte soit-elle ne peut toutefois que rarement être une source d'espèces pour la région ; dans tous les cas, elle aura une action faible sur les dynamiques régionales des populations végétales et animales. La ville verte ne sauvera pas à elle seule la biodiversité, mais pourra agir en sa faveur. Il faudra pour cela dépasser les seuls objectifs esthétiques et la tentation du *greenwashing*, et prendre en compte les bonnes échelles d'actions. Verdir les espaces urbains n'est qu'un aspect du maintien de la biodiversité en ville.

[Inquiétude pour les oiseaux, les chauves-souris et les saumons](#)

GoodPlanet.info et AFP Publié le : 19/06/2018



Un moineau à Godewaersvelde dans le Nord, le 21 mars 2018

© AFP/Archives Philippe Huguen

Paris (AFP) – Chute du nombre d'oiseaux, mais aussi de chauve-souris ou encore de saumons: l'Agence française pour la biodiversité (AFB) a alerté lundi sur les menaces pesant sur le vivant, accusant notamment les pesticides.

Une étude choc du CNRS et du Muséum d'histoire naturelle avait révélé en mars le déclin « vertigineux » des oiseaux des campagnes (-60% de moineaux friquet depuis 10 ans, un tiers d'alouettes des champs disparues en 15 ans...), qui en plus s'accélère ces dernières années.

Le bilan 2018 de l'Office national pour la biodiversité – projet participatif, piloté par l'AFB,

qui agrège les données sur le vivant récoltées par des dizaines d'organismes en métropole et en outre-mer – reprend ce constat alarmant.

« Les espèces d'oiseaux des milieux agricoles ont disparu à un rythme assez effarant depuis 30 ans », commente Julien Massetti, chef de projet à l'AFB, décrivant une baisse de ces espèces de 30% entre 1989 et 2017.

Ce déclin touche aussi les oiseaux des villes, comme les moineaux parisiens, et même depuis 2005 les oiseaux « généralistes » (qui vivent dans tous types de milieux) qui, avant, contrebalançaient la disparition des autres, poursuit-il, décrivant un « phénomène en train de changer d'ampleur ».

Et les oiseaux ne sont pas les seuls menacés.

Les effectifs de chauves-souris, mammifères insectivores, ont diminué de près de 40% en métropole en dix ans, selon l'ONB, qui rappelle que « métropole et outre-mer confondus, près d'une espèce vivante sur trois est en danger de disparition ».

L'Office fait état de plusieurs menaces pesant sur les 180.000 espèces présentes sur le territoire français, en premier lieu l'utilisation des pesticides par l'agriculture.

Mais aussi le rythme « élevé » de l'artificialisation des sols: entre 2006 et 2015, la métropole a perdu près de 600.000 hectares de terres agricoles et d'espaces naturels, soit l'équivalent d'un département comme la Seine-et-Marne, remplacés principalement par des surfaces goudronnées.

L'AFB s'inquiète aussi du sort de poissons qui vivent entre mer et eau douce, comme l'anguille et le saumon atlantique. Pour ce dernier qui se reproduit dans une cinquantaine de fleuves et rivières français, (Rhin, Loire, Garonne, Dordogne...), le linéaire de cours d'eau qu'ils fréquentent a baissé de 70% depuis 1900, selon l'AFB.

Sur la Loire, le nombre de saumons par an est passé de 100.000 au XIXe siècle, à moins de 1.000 aujourd'hui, « en dessous du seuil minimum pour assurer le maintien des stocks ».

© AFP

BASTON A HAITI..

9 Juillet 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Cela bastonne dur à Haïti (ça change guère de l'habitude, me direz vous), mais après l'augmentation corsée du prix des produits pétroliers.

Et encore, on en est qu'à l'augmentation du prix du pétrole, en attendant la suite ; l'augmentation suivante sera celle du prix des denrées alimentaires.

On a là, la clef de la croissance observée ces 3 dernières années. La baisse du pétrole a été l'été de la Saint Martin de l'économie pétrolière.

Ne croyez pas les imbécilités, genre : "c'est grâce aux réformes, douloureuses, mais nécessaires", dont se gargarisent Hollande, Macron, et avant eux, Sarkozy.

On a d'ailleurs, un bon exemple de ce qui est en train de se passer : le taux d'ouverture des économies, qui était de 11 % dans les années 60, passé à 30 % en 2008, est retombé à 27. Et ce,

avant Trump. Nul doute qu'il n'y a eu qu'une seule explication, le transport international souffre, et le commerce se contracte. Il est assis sur les prix du pétrole.

Après, on a des "penseurs", [genre Jancovici](#), qui viennent sortir leurs bêtises. Epuisement du fossile ? Connait pas ! De l'uranium ? Pas entendu ! Centrales vieilles ? D'où vous sortez ça ? Mais évolution quand même. Il se met à parler des STEP, en sortant le :

- c'est pas beau,
- ça détruit des endroits,
- etc... Choses, bien entendu, largement contredites par les études de Lempérière.

Et puis, il raisonne toujours, à périmètre constant. Mais en 1974, j'avais pas l'impression de vivre dans la préhistoire, et en 1960, mes parents non plus. Et le niveau de production électrique de 1960, par le renouvelable, est largement dépassé (2 fois, il me semble). Après, il ne faut pas oublier dans l'augmentation, le rôle du lobby qui a tout fait pour que la consommation électrique soit multipliée par 10. Vous allez quand même pas remonter votre réveil, non ? Ni remonter votre montre ? (Quoique, maintenant, c'est chic, la montre mécanique).

On pouvait fournir. Seulement, on ne le peut plus.

Déjà, à même niveau de civilisation, les consommations électriques peuvent varier dans un même pays de 1 à 4.

Peut on vivre sans clim ? Oui. Sans chauffage électrique ? Tout à fait. Sans appareils suceurs de sang ? Oui. Il s'agit d'un simple travail de normes. Adopté en Californie sous le nom de "loi du tueur de vampires". Nom évocateur.

Note comique de "faim". [Le Manioc](#) vit aussi sa mondialisation : le virus tueur se propage à toute l'Afrique.

Quand à aller à la [cueillette aux icebergs](#), on peut faire plus économe : la camisole de force. Exploit technique faisable ? Sans doute. Mais la finalité ? Prolonger un peu ?

Est ce que Malthus avait raison ? Je vais me montrer Braudelien, oui. En 1979, Fernand Braudel disait que le plafond s'était reconstitué sur nos têtes.

SECTION ÉCONOMIE



Charles Sannat: "Hausse sans précédent des prix du baril de pétrole ?"

Publié le 10 juillet 2018 à 13:00:20 / 1 commentaire / 330 vues

Prix en hausse fulgurante pour le baril de pétrole ? Le patron de Total le disait il y a plus d'un an déjà en annonçant que les prix bas d'aujourd'hui et... Lire la suite



Des analystes pronostiquent une hausse sans précédent des prix du pétrole

Publié le 9 juillet 2018 à 13:00:21 / 4 commentaires / 1 313 vues

La baisse d'investissements dans l'exploration géologique peut provoquer un manque sur le marché des matières premières et entraîner une hausse des prix du pétrole,... Lire la suite



Marchés: Guerre commerciale: le grand saut dans l'inconnu ?

Publié le 10 juillet 2018 à 09:00:22 / 0 commentaire / 346 vues

C'est un peu l'heure de vérité : ce vendredi à minuit, l'administration Trump devrait appliquer des taxes douanières supplémentaires sur 34 milliards... Lire la suite



Charles Gave: "L'Italie va sortir de l'euro !"

Publié le 9 juillet 2018 à 18:40:01 / 26 commentaires / 3 871 vues

Une économie fragile à la merci des crises politiques. L'Italie de 2018, ressemble de plus en plus à la crise grecque de 2010... Au centre des inquiétudes, la dette... Lire la suite



Philippe Béchade - Séance du Lundi 09 Juillet 2018: "Les américains, c'est des gangsters !"

Publié le 9 juillet 2018 à 16:00:01 / 4 commentaires / 1 125 vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef du site La bourse au quotidien, de la Chronique Agora et Président des Econoclastes, présente l'actualité boursière du Lundi... Lire la suite



Marchés: le second semestre sera-t-il encore plus chahuté ?... Avec Eric Lewin



Bank of America met en garde contre une future crise financière de grande envergure

« Le coût d'une démondialisation serait immense »

par Charles Sannat | 10 Juil 2018

C'est un article de *La Tribune* que je vous propose de lire... parce que son intérêt, pour mes stratégestes qui ont lu la dernière lettre consacrée à la nouvelle stratégie de domination américaine incarnée par Trump, réside dans le fait que celui qui est interrogé analyse les mêmes phénomènes d'une manière totalement opposée. Évidemment, un seul de nous pourra avoir raison au bout du compte !

« La multiplication des mesures protectionnistes et des tensions commerciales à l'échelle de la planète suscite beaucoup d'interrogations sur le plan économique. L'escalade des offensives entre les États-Unis, la Chine et l'Europe inquiète les entreprises qui ont des difficultés à élaborer des stratégies claires alors que la politique économique de Donald Trump demeure imprévisible. Pour *La Tribune*, le directeur du centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) Sébastien Jean, revient sur les enjeux d'un monde en pleine mutation où le multilatéralisme est de plus en plus remis en question. »

« À l'heure où Donald Trump durcit sa politique commerciale et les populismes gagnent du terrain, États et entreprises s'interrogent sur l'avenir de la mondialisation. Dans un entretien à notre partenaire *La Tribune*, l'économiste Sébastien Jean revient sur les enjeux de ces mutations à l'échelle mondiale. »

Il y a un passage qui a retenu toute mon attention et retiendra sans doute la vôtre justement pour mettre en parallèle les deux raisonnements.

Le dollar pourrait-il conserver son rôle de monnaie de réserve mondiale ?

« Le rôle du dollar pourrait être remis en cause à moyen terme. Est-ce que l'on va continuer à avoir une devise internationale qui soit un tel point de référence pour les transactions internationales ? Le caractère non coopératif, imprévisible et incohérent de la politique américaine est en train de saper à grande vitesse le capital de confiance et le «soft power» qu'avaient accumulé les Américains.

À terme, cela risque de créer les conditions d'un doute de plus en plus grand par rapport à l'opportunité de considérer le dollar comme la monnaie de réserve internationale. Or le système financier international a besoin d'une monnaie de réserve et, actuellement et pour de nombreuses années encore, aucune autre monnaie n'est capable de prendre le relais »...

Quand il dit cela, « le caractère non coopératif, imprévisible et incohérent de la politique américaine est en train de saper à grande vitesse le capital de confiance et le «soft power» qu'avaient accumulé les Américains », j'ai une analyse de la situation totalement opposée et Trump visiblement également !!

En effet, parler de « soft power » américain, alors que jamais les États-Unis n'ont mené autant d'interventions violentes à l'étranger depuis plus de 20 ans maintenant, c'est un tantinet exagéré. Les USA ont pétrifié le monde et font peur. Quand Trump dit qu'il veut plus d'Amérique et moins d'empire, c'est exactement cette réalité qu'il exprime dans une vision stratégique qui consiste à remettre le rêve américain au centre pour gagner la bataille des « cœurs », puis la puissance US à travers d'autres moyens que le levier militaire qui devrait être pour lui « l'ultima ratio ». Le dernier recours.

Charles SANNAT

Source Pour lire la totalité de cette interview [La Tribune ici](#)

La guerre commerciale de Trump ou l'aveu de faiblesse de l'Amérique

Joseph Stiglitz / Chroniqueur - prix Nobel d'économie 2001, est professeur à l'université Columbia (New York) Le 02/05 2018

En menaçant de taxer les produits chinois, Donald Trump commet une erreur économique qui risque de coûter cher aux producteurs et consommateurs américains. Il montre surtout le visage d'une Amérique désemparée devant une Chine qui risque de la supplanter dans tous les domaines, y compris les plus avancés.

La bataille commerciale entre les Etats-Unis et la Chine sur l'acier, l'aluminium et d'autres produits montre le mépris total de Donald Trump envers les accords commerciaux multilatéraux et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), institution créée pour résoudre les conflits commerciaux.

Avant d'annoncer que plus de 1.300 produits chinois importés pour une valeur totale de 60 milliards de dollars par an seront soumis à une taxe de 25 %, début mars, Trump a décidé d'une hausse spectaculaire des droits de douane sur l'acier et sur l'aluminium (fixés respectivement à 25 % et à 10 %). Il a justifié cette mesure par des considérations relatives à la sécurité nationale et souligné qu'une taxe sur une petite partie de l'acier importé suffira à faire face à une menace stratégique authentique.

Stratégie contestable

Or, la plupart des experts contestent ce raisonnement. Trump a du reste invalidé sa propre argumentation en exemptant de droits de douane la plupart des grands pays exportateurs qui vendent de l'acier aux Etats-Unis. Ainsi, il en exclut le Canada sous condition d'une issue favorable de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Procédant ainsi, il menace ce pays s'il ne se soumet pas à son diktat.

Comme c'est souvent le cas, le président américain se préoccupe aujourd'hui d'un problème

largement dépassé.

Il décide en effet d'augmenter les droits de douane sur l'acier, alors que son prix a fait un bond de 130 %, notamment en raison de la politique chinoise visant à [réduire son excédent de production](#). Non seulement Trump agite un problème qui n'en est pas un, mais il enflamme les passions et met à l'épreuve la relation des Etats-Unis avec leurs principaux alliés. Pis encore, ses décisions sont dictées par des considérations purement politiciennes. Il veut donner l'impression à ses électeurs d'être fort et de ne pas craindre la confrontation.

Ménages américains pénalisés

Il devrait pourtant réaliser que c'est [le déficit commercial multilatéral](#) qui compte, et non celui concernant un pays en particulier. Réduire les importations en provenance de la Chine conduira à une hausse des prix pour les ménages américains et ne créera pas d'emplois aux Etats-Unis, mais au Bangladesh, au Vietnam ou dans tout autre pays dont les exportations vers l'Amérique remplaceront celles de la Chine. Et dans les quelques cas où la production manufacturière se relocalisera sur le sol américain, ce ne sera probablement pas dans la Rust Belt (« ceinture de la rouille »), mais dans des zones de haute technicité où la fabrication sera assurée par des robots.

Comme on pouvait s'y attendre, [la Chine a réagi](#) à la hausse des taxes sur ses exportations en menaçant de relever elle aussi ses droits de douane. Une large gamme de produits américains serait concernée, tout spécialement dans les secteurs qui ont soutenu la candidature de Donald Trump.

Le mythe de l'eldorado chinois

La réaction chinoise a été ferme et mesurée. Elle vise à éviter tout à la fois une escalade et une soumission. Il faut dire, de façon plus large, que le soutien en faveur de la Chine a diminué à la fois aux Etats-Unis et en Europe. Au-delà du fait que les électeurs américains et européens souffrent de la désindustrialisation, la Chine n'est pas l'eldorado qu'elle a semblé être pour les entreprises américaines.

Les entreprises chinoises étant devenues plus concurrentielles, les salaires ont augmenté dans le pays et ses normes environnementales sont devenues plus strictes. Au grand déplaisir des investisseurs de Wall Street, la Chine ouvre lentement ses [marchés financiers](#). Paradoxalement, alors que Trump prétend défendre les travailleurs américains, c'est sans doute le secteur financier américain qui sera le véritable gagnant des négociations « réussies » de Trump. Effectivement, s'il parvient à imposer ses conditions, la Chine sera incitée à ouvrir plus largement ses marchés au secteur des assurances et à d'autres secteurs financiers.

Perte d'influence

Le conflit commercial d'aujourd'hui montre surtout à quel point [les Etats-Unis ont perdu leur position dominante dans le monde](#). Quand il y a environ vingt-cinq ans, la Chine, un pays en développement alors pauvre, a commencé à augmenter ses échanges commerciaux avec l'Occident, qui imaginait qu'elle allait devenir le géant industriel de la planète ? Elle a déjà dépassé les Etats-Unis en termes de production manufacturière, d'épargne, de commerce et même de PIB mesuré à parité de pouvoir d'achat.

Plus effrayant encore pour toute une partie de l'opinion publique des pays avancés, elle pourrait non seulement rattraper son retard technologique, mais aussi devenir leader dans l'un des secteurs clefs de demain : [l'intelligence artificielle](#), qui repose sur les grandes bases de données. Or, la protection des données est avant tout une affaire politique qui touche à de nombreuses questions, telles que le respect de la vie privée, la transparence, la sécurité et la réglementation de la concurrence économique.

Défi technologique

Un avantage dans ce domaine va bien au-delà de la technique. Il touche potentiellement presque tous les secteurs économiques. Un accord international donc est indispensable pour fixer les normes du développement et du déploiement de l'intelligence artificielle et des techniques qui s'y rapportent.

Dans les années à venir, il nous faudra parvenir à un cadre « équitable » pour le commerce international entre des pays aux systèmes économiques, aux histoires, aux cultures et aux préférences sociétales hétérogènes. L'ère de Trump présente de ce point de vue un danger : en fixant toute son attention sur ses tweets et s'efforçant de ne pas se laisser entraîner dans une catastrophe, le monde risque de délaissé ces défis pourtant bien réels.

Joseph E. Stiglitz est prix Nobel d'économie et professeur à l'université Columbia (New York). Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2018.

La crise du « milieu »

[Mohamed El Erian](#) **Le 04/04/18 2018 Les Echos.fr**

[NYOUZ2DÉS: c'est la classe moyenne, par son grand nombre, qui paie toutes les infrastructures d'un pays. Si elle disparaît que restera-t-il de nos infrastructures électriques, routières, eau courante, santé (hopitaux), etc? Bill Gate est peut-être l'homme le plus riche du monde, il n'est pas capable de payer un pont et son entretien sur le long terme (le nouveau pont Champlain à Montréal coûtera 5 milliards de \$ juste pour sa construction).]

CHRONIQUE. Les classes moyennes ne sont plus synonyme de prospérité, et leur revenu stagne ou décroît. Les entreprises de taille moyenne, elles, sont mises à mal par des start-up ou des géants mondiaux. Ces deux phénomènes pourraient avoir des conséquences lourdes.

Le fait de se situer au milieu de la pyramide sociale, politique et commerciale fut, pendant un certain temps, largement considéré comme une situation favorable, stabilisante et souhaitable. Qu'il s'agisse du [rôle d'ancrage de la classe moyenne dans la société](#), ou de [l'agilité et de la résilience des entreprises de taille moyenne](#), le « milieu » semblait coïncider avec un bien-être individuel et collectif. Or, ces dernières années, il est devenu moins stable, moins prévisible, plus insaisissable, et sa prédominance - en économie, en politique, dans les affaires, dans la gestion d'actifs, et même dans le sport - se fait de plus en plus incertaine.

Face aux changements structurels, mais aussi à la lenteur des réponses commerciales et

politiques, le milieu s'érode, ou risque de s'éroder, dans quasiment tous les domaines. Si cette tendance se poursuit - ce qui fait actuellement l'objet d'un débat -, les implications pourraient se révéler considérables.

Pendant plusieurs décennies, la médiane croissante du revenu des ménages dans les économies développées a consolidé l'avènement d'une classe moyenne, qui a opté pour le centre en matière politique. Associée à des institutions stables et fiables, cette classe moyenne a fait office de stabilisateur en direction d'une société plus prospère. De même, dans le monde des affaires, la présence d'un environnement propice à l'épanouissement des moyennes entreprises était considérée comme souhaitable, puisqu'elle réconciliait le manque de solidité du bilan des petites entreprises avec la tendance de leurs homologues plus conséquentes à faire preuve d'une complaisance oligopolistique.

Seulement voilà, les revenus médians ont stagné, ce qui, parallèlement à l'impact des technologies et à l'insuffisante attention des politiques aux effets de distribution potentiels d'une mondialisation sans entraves, a [progressivement vidé la classe moyenne à travers le monde](#). Résultat, l'espoir et la réalité d'une vie plaisante dans la classe moyenne, potentiellement synonyme de mobilité sociale croissante, sont aujourd'hui en déclin.

En plus d'affaiblir d'importantes forces de stabilisation sociale, l'amenuisement de la classe moyenne a alimenté une politique de la colère, et mis à mal le centre politique, jusqu'alors représenté par des partis bien établis. Cette tendance s'observe également à travers le déclin de la confiance du public dans les opinions d'experts et les institutions existantes, qui favorise la montée en puissance des extrêmes politiques ou des mouvements antisystème.

Le milieu de la pyramide s'avère également moins favorable et moins stable pour les entreprises. Secteur après secteur, les moyennes entreprises se heurtent à la concurrence de petits acteurs perturbateurs ou de grands groupes. On le constate dans le secteur financier, où le renforcement des réglementations et l'augmentation des coûts de conformité viennent consumer la viabilité des prestataires de taille moyenne - il suffit d'observer le nombre de fusions parmi les gestionnaires d'actifs de taille intermédiaire, qui ont besoin d'une solide entité mère.

Le domaine sportif est, lui aussi, en train de perdre son milieu. En l'absence de mécanismes contraignants permettant d'assurer une égalité (comme il en existe, par exemple, dans la ligue nationale de football américain), le ballon rond européen est aujourd'hui dominé par une poignée d'équipes devenues des géants commerciaux.

Une érosion inévitable ?

Ce dernier exemple met par ailleurs en lumière d'importantes questions concernant ce qui nous attend. L'érosion du milieu est-elle réellement inévitable ? Etant donné la rapidité des évolutions technologiques et politiques, il est difficile de savoir ce que l'avenir nous réserve. Des indicateurs suffisamment nombreux semblent néanmoins suggérer que, dans certains domaines, le milieu peut bel et bien recouvrer la solidité, à condition que les politiques s'adaptent sans tarder. C'est probablement le cas dans le domaine des politiques économiques, où l'importance des changements structurels et des effets de distribution semblent enfin être soulignés davantage.

Les économistes commencent, notamment, à résister à la tendance d'un recours excessif à des

hypothèses simplistes, qui facilitent l'élaboration de modèles, mais qui se tiennent trop éloignées de la réalité. Ils sont également de plus en plus nombreux à inclure davantage les liens financiers et les données issues de la science comportementale. Enfin, ils enrichissent leur compréhension des changements structurels accélérés qui accompagnent les technologies, de l'impact de la Chine et des autres économies émergentes, ainsi que des politiques populistes.

Rétablir la confiance

Plus ces défis seront intégrés à de meilleures politiques, plus les partis politiques seront en mesure de proposer des programmes convaincants, notamment s'ils sont conduits par des leaders capables de mobiliser. Dans le monde des affaires, il est également probable que le déclin du milieu crée une certaine inversion, bien que l'impact soit voué à différer significativement selon les secteurs. Il se produira sans doute davantage dans des secteurs tels que les technologies de pointe, où une réponse réglementaire sera probablement l'une des conséquences d'une révolte croissante, et moins dans le domaine de la gestion d'actifs.

Toutes ces évolutions peuvent potentiellement ralentir ce qui, pour l'heure, constitue une érosion auto-alimentée du milieu de la pyramide. Pour autant, le rétablissement d'une confiance dans la faisabilité et le caractère souhaitable de ce milieu nécessitera du temps et des efforts soutenus. Cette perte de confiance, accentuée par l'accélération des changements technologiques et par la fragmentation de l'ordre mondial, explique en grande partie pourquoi l'avenir apparaît moins prévisible, et pourquoi les individus ordinaires se disent plus inquiets.

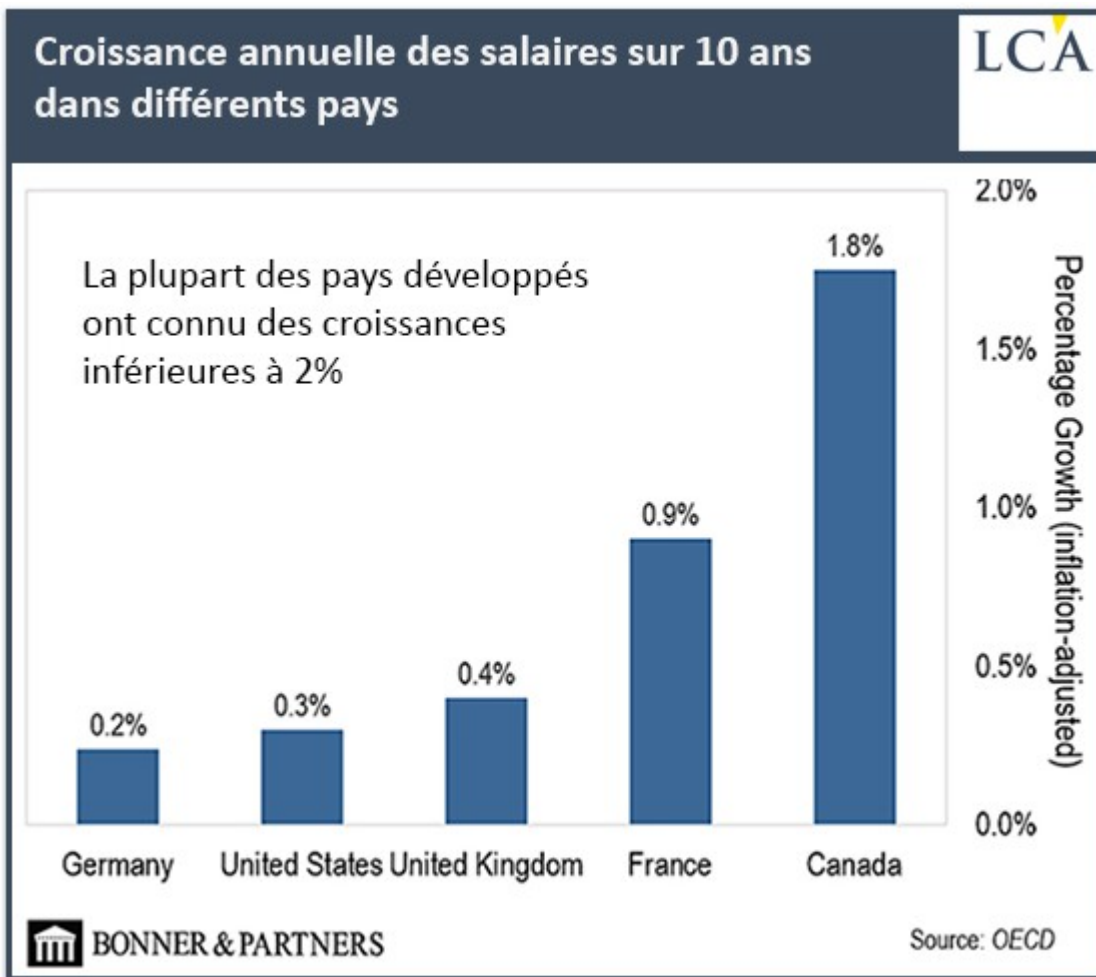
Non, finalement, Bercy ne dégonflera pas

Rédigé le 10 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Hier, Les Echos annonçait une réduction massive du fisc. Aujourd'hui, l'information est démentie. Taux zéro et déficits sont toujours à l'ordre du jour.

L'épargne est punie et la consommation est subventionnée. C'est le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Les manipulations monétaires de la BCE ont mis les taux d'intérêt à zéro, pénalisant les épargnants ; les politiques dites de « redistribution » des gouvernements déficitaires permettent cependant de donner une illusion de pouvoir d'achat tandis que les salaires sont mis sous pression par le chômage et le coût des charges sociales.



C'est une situation qui ne satisfait pas les futurs retraités, ceux qui cherchent à épargner en vue d'un projet personnel, ceux qui ont un emploi, les jeunes au chômage.

Mais c'est une satisfaction qui contente pleinement l'industrie financière. Elle a le pouvoir de faire surgir du crédit à partir de rien et les politiciens peuvent s'acheter des voix à crédit en distribuant des avantages à telle ou telle catégorie et en empilant les déficits.

Cette situation explique l'exceptionnelle croissance de l'industrie financière depuis près de 40 ans et l'exceptionnelle croissance du ministère des Finances chargé de la pompe taxations-subsidations dans un pays où l'Etat contrôle 57% de l'économie.

L'annonce faite hier de dégraisser Bercy fut donc une surprise dans la torpeur estivale déjà installée. Tout ne serait-il pas perdu, un retour à la raison serait-il possible ?

20 000 Bercymen de moins... Imaginez par exemple Agen rayée de la carte...

Mais non, le ministre de l'Action et des Comptes publics dément.

« Même *Les Echos* écrivent n'importe quoi », tweet Darmanin.



Notez au passage que *Les Echos* sont diffusés sous forme électronique au citoyen lambda abonné vers 22h30, la veille de son jour de parution, mais qu'un ministre, lui, peut déjà en prendre connaissance à 14h33 la veille du jour de parution. Il a donc près de huit heures d'avance.

Il va falloir continuer à défendre férocement notre argent et notre indépendance financière dans ce monde où l'épargne est punie et la consommation subventionnée pour des motifs de plus en plus douteux.

[Comme dit hier](#), ce monde aura cependant une fin, car la crise des retraites qui s'annonce sera bien plus qu'une simple crise financière. Elle ébranlera les institutions qui ont promu l'Etat-providence.

Cette crise politique débouchera sur une crise monétaire. Ou l'inverse. Mais l'argent gratuit n'existe pas.

L'économie mondiale entraînée dans la guerre commerciale initiée par Donald Trump

[Richard Hiault](#) Le 08/07 2018 [Les Echos.fr](#)

Dimanche, le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire a invité les Etats européens à « faire bloc » en cas de guerre commerciale avec les Etats-Unis. / AFP

Donald Trump n'exclut pas de taxer toutes les importations chinoises aux Etats-Unis. En France, le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire a accusé Washington de chercher à diviser la France et l'Allemagne, appelant l'Europe à « faire bloc ».

La pression s'accroît. L'économie mondiale risque l'escalade [dans la guerre commerciale opposant les Etats-Unis et ses partenaires](#). A peine instaurées sur 34 milliards de dollars d'importations chinoises, les nouvelles taxes américaines sur les importations chinoises pourraient gonfler.

Vendredi, Donald Trump, a menacé d'imposer des droits de douane sur toutes les importations chinoises en Amérique, soit l'équivalent de 500 milliards de dollars. Après les premiers 34 milliards de ce vendredi, « *vous avez encore 16 (milliards de dollars) dans deux semaines, a déclaré le président américain à bord de son avion Air Force One. Et puis, comme vous le savez, nous avons 200 milliards de dollars en suspens et, après les 200 milliards de dollars, nous avons 300 milliards de dollars en suspens. OK ? Ainsi, nous avons 50, plus 200, plus près de 300* ».

Une déclaration hostile motivée par les mesures de représailles annoncées par Pékin dès vendredi. La Chine a répliqué par une hausse des droits de douane sur une liste de 545 produits américains représentant également une valeur de 34 milliards de dollars d'importations. De surcroît, le ministère du Commerce chinois a déposé une nouvelle plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) contre ces dernières mesures américaines, qualifiant la situation [de « plus grande guerre dans l'histoire de l'économie » entre les plus grandes économies du monde](#).

La Russie n'est pas en reste. Le Premier ministre, Dmitri Medvedev, a signé vendredi un texte imposant des droits de douane supplémentaires allant de 25% à 40% sur certains produits importés des Etats-Unis. Tandis que le ministère russe de l'Economie a averti préparer une liste de produits américains sujets à de nouvelles taxes, qui pourraient représenter près de 93 millions de dollars.

L'Allemagne prête à ramener à zéro les droits de douanes sur les voitures américaines

L'Union européenne, de son côté, a révélé que des mesures de sauvegarde dans l'acier et l'aluminium seront proposées au Conseil. Menacée par de potentielles taxes sur ses exportations d'automobiles aux Etats-Unis, l'Union européenne tente d'y échapper. La Chancelière allemande, Angela Merkel, s'est déclarée prête à ramener à zéro les droits de douanes frappant les importations de véhicules américains en Europe. Sauf que cette mesure devra s'appliquer à l'ensemble des voitures importées par l'Europe, en respect des règles de l'OMC.

« *Il n'y a pas que les Allemands qui ont une industrie automobile, a expliqué une source européenne, citant la France, l'Espagne, la Slovaquie... Ces industries pourraient être concurrencées par l'arrivée de voitures importées si la baisse des taxes était généralisée* ».

Bercy n'a pas tardé à réagir à l'ouverture de la Chancelière. « *Notre proposition de principe est toujours que nous sommes prêts à entamer des discussions avec les Etats-Unis mais seulement lorsque les menaces seront levées* », affirme-t-on au ministère de l'Economie et des Finances.

Dimanche, lors des rencontres économiques d'Aix-en-Provence, le ministre Bruno Le Maire a estimé que les Etats-Unis voulaient « *diviser la France et l'Allemagne* » sur la question du commerce international, appelant l'Europe à « *faire bloc* » dans un contexte de « *guerre commerciale* ».

Nombre d'économistes présents se sont inquiétés. « *Il ne s'agit pas d'être catastrophiste, mais clairement, les perspectives ne sont pas bonnes* », a déclaré Philippe Aghion, professeur au Collège de France. « *On est dans une escalade : chaque marche de rétorsion est plus élevée* », observe de son côté Agnès Bénassy-Quéré, professeure à l'Ecole d'économie de Paris. « *Le danger* », c'est qu'on entre dans une logique de « *+oeil pour oeil, dent pour dent+*, jusqu'à se faire vraiment mal des deux côtés », a estimé l'ex chef économiste du FMI, Olivier Blanchard.

Comment la Chine a dupé Américains et Européens à l'OMC

[Richard Hiault](#) / **Grand reporter Le 06/07 2018 Les Echos.fr**

Face au risque de guerre commerciale entre la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne, se pose la question d'une réforme de l'Organisation mondiale du commerce. - Fabrice Coffrini/AFP

En 2001, Américains et Européens pensaient naïvement que la Chine allait se diriger vers une économie de marché et respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Près de vingt ans plus tard, ils déchantent.

En acceptant [la Chine à l'Organisation mondiale du commerce](#) (OMC), en 2001, les dirigeants occidentaux se sont largement fourvoyés. Quelque vingt ans plus tard, l'Union européenne et les Etats-Unis prennent conscience d'avoir été dupés. Le réveil est douloureux. Montée des mouvements populistes, [contestation de la mondialisation](#), [creusement des inégalités](#) et risque de guerre commerciale en sont la manifestation. Les Occidentaux payent aujourd'hui leur naïveté face aux réalités du monde chinois.

En arrimant la Chine au système commercial bâti dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, par le GATT puis par l'OMC, Bruxelles et Washington pensent à l'époque que Pékin va adapter son économie. La Chine ira progressivement vers l'économie de marché et respectera les règles d'une économie libérale non centralisée. L'Europe et l'Amérique pensent du coup s'ouvrir un marché de plus d'un milliard de consommateurs avides de made in America ou de made in Europe.

Bill Clinton défend l'intégration chinoise à l'OMC



En 1999, Bill Clinton, alors président des Etats-Unis, défend ardemment cette adhésion. « *Nous avons obtenu de nouvelles garanties, très strictes, contre un brusque afflux d'importations chinoises. Nous avons maintenu les règles les plus contraignantes possible contre le dumping des produits chinois qui ont tant endommagé l'économie américaine par le passé. L'entrée de la Chine à l'OMC encouragera le pays à jouer selon les règles internationales* », clame-t-il. De belles promesses restées quasi lettre morte.

Car, depuis son intégration, la Chine joue son propre jeu. Elle prend une trajectoire bien différente de ce que les Occidentaux anticipent alors.

« *L'OMC a été conçue comme une organisation internationale visant à faciliter le commerce entre des économies de marché, dans lequel le rôle de l'Etat reste limité* », explique dans une [note parue en mai dernier](#) Elvire Fabry, chercheuse senior à l'institut Jacques-Delors. En 2001, le défi est colossal pour Pékin. Son économie repose sur un très large secteur public et un rôle prédominant des entreprises d'Etat. Les Occidentaux donnent un délai de quinze ans pour opérer la mue via des privatisations et une libéralisation des entreprises d'Etat. Sinon, tout le système de l'OMC sera en péril. Une mise en garde qui aujourd'hui apparaît prémonitoire.

Renforcement des pouvoirs du président Xi Jinping, président à vie, régime de plus en plus autoritaire, omniprésence de l'Etat dans l'économie, larges subventions et persistance des entreprises publiques caractérisent la Chine actuelle. Un registre bien loin des standards de l'Occident. Tant et si bien que Washington et Bruxelles ont refusé, en 2016, d'accorder comme promis le statut d'économie de marché à la Chine.

La Chine ne respecte pas les règles de l'OMC



L'erreur est d'avoir pu penser qu'en Chine, le capitalisme d'Etat pourrait céder le pas au capitalisme de marché. Que le pays aurait pu adopter les valeurs occidentales de démocratie. Car pour Pékin, le modèle de l'Occident est en déclin.

Autre différence et de taille : la Chine n'a pas la même notion du temps que les Européens et les Américains. Un exemple ? Jamais une entreprise occidentale ne financerait un projet qui ne serait pas rentable. Pas la Chine qui pense à très long terme. Avec sa puissance financière publique accumulée depuis des décennies, elle ne se préoccupe pas en priorité d'une rentabilité à court terme si ses intérêts stratégiques le lui commandent. Cela lui est d'autant plus facile que l'Etat garde la mainmise sur l'économie. Ce qui est impensable dans le système capitaliste tel que l'Occident le pratique, cela ne l'est pas en Chine.

Les entreprises d'Etat représentent aujourd'hui près de 40 % des principaux actifs industriels chinois et 80-90 % de part de marché dans les industries stratégiques.

En mai dernier, l'ambassadeur de l'Union européenne à l'OMC estimait que les problèmes actuels de distorsions économiques mondiales et de surcapacités de production sont dus à des modes de fabrication qui ne sont pas fondés sur les principes du marché. Depuis 2001, observe encore Elvire Fabry, d'importants programmes de subventions publiques chinoises ont concerné autant l'industrie de l'acier et du verre, que du papier ou encore des pièces détachées dans l'automobile. Et si un effort de libéralisation de l'économie chinoise a bien été engagé, depuis la crise financière l'importance des entreprises d'Etat n'a fait que se renforcer. « *Elles représentent aujourd'hui près de 40 % des principaux actifs industriels chinois et 80-90 % de part de marché dans les industries stratégiques.* »

Au bout du compte, [la Chine a beau vanter les mérites du libre-échange](#) et de l'ouverture des marchés, elle s'en dédouane. Interrogé sur la naïveté des Occidentaux, Pascal Lamy, ex-directeur général de l'OMC, concède dans un entretien au « Monde » en juin dernier : « *La*

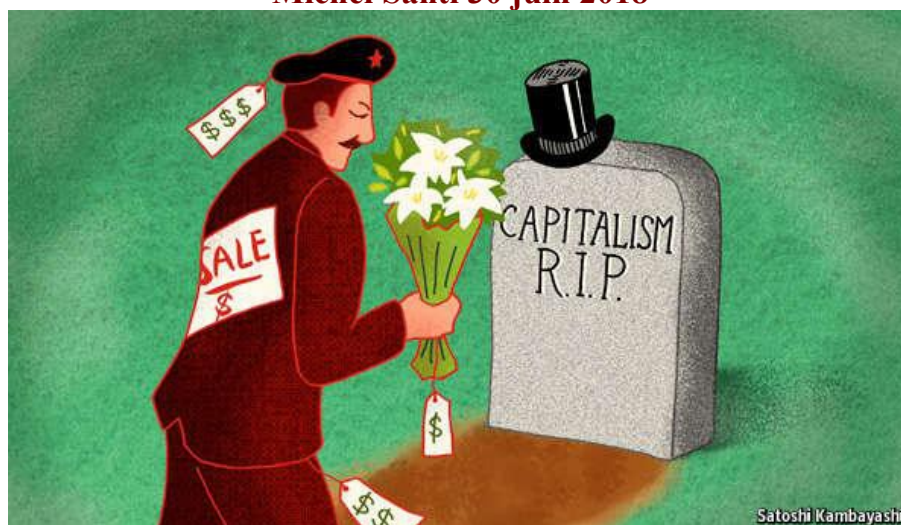
Chine a payé, son accession en 2001, bien plus cher que d'autres pays en développement [...]. On aurait dû faire mieux sur deux points : les subventions publiques aux entreprises et l'accès aux marchés publics, dès lors que la Chine se développait rapidement. » Il faut y ajouter le pillage de la propriété intellectuelle et le transfert forcé de technologies que dénoncent de plus en plus fortement l'Union européenne et les Etats-Unis. Outre que les marchés sont plus fermés en Chine qu'ailleurs, les entreprises étrangères font face à toutes sortes d'intimidations si elles ne transfèrent pas leur savoir-faire dans l'empire du Milieu.

« Made in China 2025 » inquiète

Le plan du gouvernement chinois « Made in China 2025 » offre une illustration parfaite des pratiques locales. Pour les partenaires économiques de la Chine, en Europe et aux Etats-Unis, ce plan aurait pu leur offrir des opportunités. « *En principe, l'économie mondiale a de bonnes raisons d'accueillir la Chine dans sa quête d'une capacité d'innovation accrue, à condition que la Chine respecte les principes et les règles de l'ouverture des marchés et de la concurrence loyale* », relevait le Mercator Institute for China Studies dans son [étude « Made in China 2025 »](#) parue en 2016. « *Cependant, 'Made in China 2025', dans sa forme actuelle, représente exactement le contraire : le gouvernement intervient systématiquement sur les marchés nationaux afin de favoriser et de faciliter la domination économique des entreprises chinoises et de désavantager les concurrents étrangers.* » Washington et Bruxelles ont raison de tempêter contre Pékin. L'heure est à un rééquilibrage des relations commerciales et à une [réforme des règles de l'OMC](#) . Encore faudra-t-il pour Bruxelles et Washington faire venir à la table des négociations la Chine. Et ne pas être une nouvelle fois ses dupes.

Wall Street: comment achever la bête immonde?

Michel Santi 30 juin 2018



Quelle est la raison profonde – intime – des crises financières ? Comment sont provoqués les kracks et pourquoi les bulles implosent-elles ? Toujours pour une simple et unique raison qui est que les paris irraisonnés et démesurés entrepris par le monde de la finance le sont avec de l'argent emprunté ! Le dernier épisode de crise grave – les subprimes – n'ayant à cet égard pas failli à cette règle élémentaire d'un secteur bancaire repu, toujours et éternellement préoccupé

de majorer ses profits, mais qui finit par implorer sous le poids d'un levier contracté faramineux. Culture de la dette et du risque à outrance mise en pratique par plusieurs générations de banquiers considérant l'augmentation régulière de leur bonus année après année comme un fait acquis, voire naturel. Pour ce faire –gagner toujours plus-, c'est l'ensemble de cette corporation qui s'est retrouvée à la manœuvre pour développer comme à l'infini le bilan de leur banque-employeur et en récolter logiquement les fruits sonnants et trébuchants. Ainsi, Citigroup – qui avait mis un siècle à parvenir en 2001 à un bilan de 1'000 milliards de dollars-put-elle le doubler en six ans puisque celui-ci avait atteint la taille de 2'000 milliards en 2007, juste avant les subprimes.

Il faut nourrir la bête, donc, et tout le monde s'est mis à ce petit jeu fort lucratif, même les émergents et les nations en développement qui ressentent aujourd'hui rudement le choc des endettements tant privés que publics. C'est donc la course globalisée aux profits qui règne sur le monde depuis le démarrage de ce millénaire, mais à condition évidemment que ces bénéfices soient engrangés le plus rapidement possible. Dans cette optique, il va de soi que les investissements à destination de l'économie réelle – rentables sur le moyen voire le long terme – sont totalement délaissés au profit de tous les instruments à même de cracher des profits sur le très court terme. Un tel paradigme – combinant l'endettement, le levier et la raréfaction des investissements productifs – a donc imposé la nécessité de politiques monétaires révolutionnaires – en tout cas inédites – dont l'objectif est de venir au secours d'une économie cruellement en manque de liquidités.

En effet, les baisses de taux quantitatives n'ont été lancées et amplifiées qu'à la faveur d'un constat sans appel, qui est que seule la création monétaire serait susceptible de tirer nos économies de la torpeur où les ont plongées et la déficience des investissements et la croissance hyperbolique d'un système financier parasitique. Et pour cause: tous ces artifices – qui appartenaient à l'arsenal théorique des banques centrales – étaient considérés avec une sorte d'effroi jusque là car suspectés d'attiser l'hyperinflation. Près de dix ans après la plus grosse crise financière depuis la Grande Dépression, après plusieurs trillions de dollars, d'euros, de yens et de yuans créés à partir du néant, nos banquiers centraux donneraient beaucoup pour obtenir un taux d'inflation de seulement 2% au sein de nos nations occidentales étouffées par une stagnation caractérisée – voire causée – par une absence morbide d'inflation.

C'est en fait à un autre mal bien plus insidieux qu'elles sont désormais confrontées, celui-là même que le Japon tente désespérément de combattre sans succès depuis vingt ans : la déflation. Le lien de cause à effet entre la masse monétaire et les prix a effectivement été rompu à partir du moment où les banques ont cessé de prêter à l'économie pour se concentrer sur le casino planétaire qui leur permettait de multiplier des profits tout aussi virtuels que massifs. Voilà pourquoi les records des mois et des années précédents enregistrés sur les marchés boursiers étaient aberrants. Voilà également pourquoi ils appartiennent aujourd'hui à des temps révolus. Car on ne peut indéfiniment et impunément spéculer, jouer, se payer avec de l'argent fictif. Aujourd'hui, Wall Street rejoint enfin Main Street dans son infortune.

« La guerre sociale est perdue. 85 ans et toujours au boulot ! »

par [Charles Sannat](#) | 10 Juil 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Hier, je partageais avec vous une photo sur l'arrêté préfectoral interdisant la vente de pain le dimanche.

Certains ont cru y déceler une subite envie de défendre le travail dominical, ce qui n'était pas mon intention, surtout que presque tous les boulangers de France et de Navarre sont au moins ouverts le dimanche matin.

Ce que je voulais montrer, c'était l'inflation de normes et de règles qui entravent la liberté de chacun, notre liberté. Je voulais aussi montrer un paradoxe dont je suis aussi la victime. Je suis opposé au travail dominical, mais...

La bataille du travail dominical en réalité, mes amis, nous l'avons déjà perdue, de même que toutes les batailles que nous souhaiterions ou voudrions mener pour ce que l'on appelle les « acquis » sociaux.

Évidemment que les avantages de nos cheminots ou de nos cheminottes ne devraient même pas faire débat. Bien payer les gens, leur permettre de partir tôt à la retraite et, de façon générale, permettre à tous de ne pas « perdre sa vie à la gagner », cela devrait être la norme.

Faire tout cela d'ailleurs nécessiterait de pouvoir virer les tire-aux-flanc et sanctionner les mauvais pour conserver des incitations positives et ne pas terminer comme en Union soviétique ou comme à la SNCF ou à l'Éducation nationale où tout se vaut. Le bon prof ou le mauvais prof ? Même carrière même salaire. Le bon cheminot ou le mauvais, pareil. Tout s'y passe à l'ancienneté ou presque. Cela sclérose les entreprises et les structures, mais c'est un autre débat.

Ce n'est ni bien ni mal, c'est.

C'est une conséquence.

Toute réussite collective se situe dans la capacité à trouver le meilleur des équilibres entre différentes forces, entre différentes oppositions, entre différents paradoxes. Pour trouver les points d'équilibres les plus efficaces, les plus pertinents et aussi les plus « sages », il convient toujours de regarder les choses avec une froide lucidité bienveillante, et éliminer toute idéologie.

La guerre sociale est déjà perdue

La guerre sociale est perdue, car nous avons perdu tous les contre-pouvoirs existants au totalitarisme marchand qui éreinte les individus, détruit l'environnement, pille les pays et détruit les nations.

La guerre sociale est perdue parce qu'il n'existe plus d'alternative idéologique susceptible de soulever les foules comme le fut le communisme dont l'application dans la moitié de la planète fut une catastrophe humaine à la hauteur des espoirs suscités.

La guerre sociale est perdue parce que les nations sont consciencieusement détruites, et que ceux qui ne comprennent pas qu'il ne peut pas y avoir de lutte sociale sans frontière et sans souveraineté font le jeu du totalitarisme marchand et sont les idiots utiles du mondialisme.

Les nations, les pays, sont les premiers et les plus solides des contre-pouvoirs que les peuples puissent opposer au totalitarisme marchand.

Détruire les États, ce n'est pas permettre à chacun de devenir un gentil citoyen du monde, d'un monde Bisounours où nous serions tous frères.

Détruire les États, c'est permettre à chacun, où que nous soyons, quel que soit notre continent et notre couleur de peau, de devenir les esclaves des multinationales. De devenir la contrepartie des marchés financiers. De devenir des K€ sur pattes !

L'internationale des luttes n'est plus socialiste, encore moins communiste, mais doit impérativement devenir souverainiste. Un souverainisme qui ne rejette pas l'autre parce qu'il serait différent ! Je vous parle d'un souverainisme qui consiste à défendre l'idée que la démocratie ne peut être qu'à l'échelon national, qu'avec une proximité et le droit de chaque peuple à disposer de son destin et de son avenir.

Un souverainisme qui permet, dans une position juste, aussi bien de respecter les incitations positives prévalant à toute création et donc à la réussite économique d'un pays que de ne plus réduire les êtres humains uniquement à un rang de producteur/consommateur vide de sens. Un souverainisme « inclusif » par rapport aux nationalismes du rejet.

Notre pays, la France, ne pourra régler aucun de ses problèmes dans cette mondialisation et globalisation absurdes et sans entraves.

Il n'y a aucune possibilité de guérir la France dans un tel cadre, car les maux de la France sont la conséquence de ce cadre.

Nous n'y sommes pas encore. Il faudra que beaucoup de nations, dont la nôtre, touchent le fond avant que nous puissions reconstruire.

En attendant, ce que l'on vous promet c'est de continuer de travailler à 85 ans ! C'est dire si la guerre sociale est perdue. Imaginez un tel titre alors que Tonton était président au milieu des années 80 !!

Aux États-Unis, le nombre de travailleurs de plus de 85 ans atteint un record

Tenez-vous bien... « James Daly travaillait encore à l'âge de 92 ans comme électricien au sein de l'armée de l'air américaine, en 2015 »... Mais quel progrès génial...

« Aux États-Unis, le nombre de personnes à travailler au-delà de 85 ans ne cesse d'augmenter. Elles sont désormais 255 000 »

« On les voit rendre la monnaie dans les petites cabines de péage d'autoroute, animer des stands dans les supermarchés, ou faire le ménage dans les bureaux. Ils ont pourtant dépassé depuis longtemps l'âge de la retraite. Le nombre de personnes de plus de 85 ans qui occupent un emploi n'a cessé d'augmenter depuis dix ans aux États-Unis. Ils sont désormais 4,4 % de cette classe d'âge à travailler, contre 2,6 % en 2006, rapporte un article du *Washington Post*. »

Mais la morale mondialiste postmoderniste est sauve, car on apprend, dans cet article qui le met en avant, que « le phénomène qui touche de manière égale Blancs, Noirs et Latinos, et toutes les régions des États-Unis, a commencé juste après la crise majeure de 2008 qui a frappé de plein fouet les plans épargne retraite des Américains ».

Ouf... j'ai eu peur.

J'ai eu peur, parce que si seuls les Noirs devaient bosser jusqu'à 90 ans, c'était forcément raciste, mais là, c'est tout le monde, Noirs, Blancs et Jaunes ! Donc c'est bien et c'est un progrès.

On est évidemment dans le délire intellectuel le plus total.

La réalité c'est que des millions de jeunes tiennent les murs dans nos cités, et qu'il est absurde d'inverser les choses. À 85 ans, on laisse travailler les plus jeunes. C'est une évidence. Mais dans notre monde, les évidences ne le sont plus.

Sauf que dans cet article de RFI, l'essentiel est dit. Oui, Noirs, Blancs, Jaunes, ou Marrons, métis ou mélangés, quelle que soit votre place sur la palette des couleurs, nous sommes tous les victimes du totalitarisme marchand.

Ce totalitarisme marchand internationalisé est l'ennemi que les peuples du monde entier doivent combattre et abattre.

Il n'y a pas à dire, souverainistes de tous les pays et de toutes les couleurs, unissez-vous !! Pour la lutte finale...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Des soins palliatifs à la solitude de la mort

C'est un très bel article du quotidien *La Croix* que je voulais partager avec vous sur un sujet complexe, et qui généralement « plombe » légèrement les ambiances festives du mois de juillet.

L'effort, la souffrance, tous les grands sentiments et les grandes souffrances sont et resteront toujours individuels et personnels, ce qui limite considérablement la portée des applications possibles des différents « collectivismes », l'égalitarisme en étant un.

Nous sommes inégaux devant la douleur, la maladie et la vie.

Au milieu de cet océan de détresse, les soins palliatifs. L'endroit où l'on parlerait sans doute le mieux de l'euthanasie. Des demandes d'euthanasies qui s'estompent en même temps que les souffrances physiques ne disparaissent qu'avec la prise en charge lourde des douleurs.

Un article qui fera réfléchir chacun de nous à ces grands sujets, sans nous faire oublier l'essentiel : l'humanité, et l'amour pour nos prochains.

Charles SANNAT